

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES FIGURES	iv
LISTE DES ABREVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	v
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : SOUBASSEMENTS THEORIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	
CHAPITRE I : DEFINITIONS ET NOTIONS DE BASES.....	4
SECTION I : Le commerce international	4
SECTION II : La croissance économique	6
CHAPITRE II : REVUE DE LA LITTERATURE	8
CHAPITRE III : FONDEMENTS THEORIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	13
SECTION I : Fondements théoriques du commerce international.....	13
SECTION I : Fondements théoriques de la croissance économique.....	28
PARTIE II : ANALYSES EMPIRIQUES	3
CHAPITRE I : RESULTATS DES RECHERCHES.....	38
SECTION I : Brève historique du commerce extérieur et de la croissance économique malagasy	38
SECTION II : Situation économique malagasy	41
CHAPITRE II : DISCUSSIONS	51
SECTION I : Par rapport aux théories.....	51
SECTION II : Par rapport aux revues de la littérature	53
CHAPITRE III : LIMITES ET RECOMMANDATIONS.....	56
CONCLUSION	57
BIBLIOGRAPHIE	vi
ANNEXES	ix
TABLE DES MATIERES	xii

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: les coûts unitaires de productions du drap et du vin en Angleterre et au Portugal dans l'exemple de Ricardo (en hommes-année)	15
Tableau 2: Rapport de coûts.....	16
Tableau 3: Tableau récapitulatif des théories du commerce international.....	27
Tableau 4 Tableau récapitulatif des théories de la croissance économique.....	36
Tableau 5 : Parts de la population active dans les secteurs d'activités	42
Tableau 6: Part du secteur agricole dans le PIB (Unité milliers d'Ariary)	43
Tableau 7 : Balance commerciale malagasy de 2012 à 2016.....	49



LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Représentation graphique du cycle de vie d'un produit de Vernon.....	20
Figure 2: Marché de concurrence monopolistique	25
Figure 3: les facteurs déterminants endogènes de la croissance	32
Figure 4 : Structure de l'économie de Madagascar	41
Figure 5: Evolution du taux de croissance par secteur	45
Figure 6 : Structure de l'exportation en 2015 (en valeur)	46
Figure 7 : Parts des exportations des biens et services sur le PIB	47
Figure 8 : Evolution du commerce de Madagascar	51

LISTE DES ABREVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

- **Ar** : Ariary
- **AGOA** : African Growth Opportunity Act (Croissance et opportunités de développement en Afrique)
- **BTP** : Batiment Travaux Publics
- **CAF** : Coût Assurance Frêt
- **CC** : courbe croissante
- **COMESA** : Common Market on East and South Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
- **CREAM** : Centre de Recherche, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar
- **CT** : Court Terme
- **DIT** : Division Internationale de Travail
- **FMN** : Fonds Multinational
- **FOB** : Franc à Bord
- **GATT**: General Agreement on Tarifs and Trade (Accord général sur les tarifs douaniers)
- **HOS** : Heckscher-Ohlin-Samuelson
- **IDE** : Investissement Direct à l'Etranger
- **INSTAT** : Institut National de la Statistique
- **LT** : Long Terme
- **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economique
- **PAS** : Programme d'Ajustement Structurel
- **PED** : Pays En Développement
- **PIB** : Produit Intérieur Brut
- **PMK** : Productivité Marginale de Capital
- **SADC** : Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique Australe)
- **ZFI** : Zone Franche Industrielle

INTRODUCTION

« Les pays fermés aux échanges ne sont que rarement, voire jamais, parvenus à atteindre une croissance économique et développement économique prolongé.... Les pays en développement doivent progresser sur tous ces fronts pour récolter tous les bienfaits de leur intégration dans le système mondial des échanges et de l'investissement. »¹

D'après une certaine constatation, l'échange international est l'un des caractères essentiels pour avoir une prospérité économique. C'est à partir de 1947 que le libre échange, qui prône la libre circulation par-dessus les frontières nationales des marchandises de biens et services, des capitaux, de la monnaie, et des hommes, s'est réellement développé de manière explosive dans le domaine de marchandises, sous l'encouragement et l'incitation du GATT et par la réduction progressive des tarifs douaniers. De ce fait, la notion de libéralisation des échanges est enjeu économique majeur pour tout pays disposant d'un modèle économique.

Les pays du Sud, excités par l'idée de vouloir développer, continuent à libéraliser leur économie en signant des accords internationaux qui constituent le fondement des échanges entre nations. Cependant, ces pays ont du mal à se hisser au niveau de la concurrence mondiale, l'environnement mondial est encore trop agressif pour eux, à cause de décalage de compétitivité et de productivité entre les pays.

Du fait de sa taille, de son insularité et aussi de la grande diversité de la nature, l'insertion de Madagascar au marché mondial s'avère indispensable. Ce choix a mis le pays sur la voie de la libéralisation des échanges. Cependant la capacité réelle du pays à tirer profit de cette ouverture économique est encore floue. Alors dans ce travail, nous allons élucider ce fait en répondant à la question suivante : **« Par quels moyens les exportations peuvent-elles induire une croissance économique ? »**

Répondre à cette question nécessite des explications et analyse adéquates, tout d'abord une définition approfondie du terme commerce international et de la croissance économique en tenant compte des diverses théories y afférentes. Ensuite, nous allons voir la relation de causalité entre exportation et croissance économique.

¹ Love, Patrick et Ralph Lattimore : « Le commerce international » (2009) Ed.OCDE, p144.

Mais il convient aussi de répondre temporairement à cette question avec trois hypothèses :

Hypothèse 1 : Par la diversification des produits exportés

Hypothèse 2 : Par l'augmentation des quantités exportées

Hypothèse 3 : Par l'exportation des produits qui vont rapporter beaucoup de devises à l'Etat

PARTIE I :
SOUBASSEMENTS
THEORIQUES DU
COMMERCE
INTERNATIONAL ET DE
LA CROISSANCE
ECONOMIQUE

CHAPITRE I : DEFINITIONS ET NOTIONS DE BASES

Ce chapitre va éclaircir et donner une vue globale du commerce international et de la croissance économique.

SECTION I : LE COMMERCE INTERNATIONAL

Actuellement, vivre en autarcie pour un pays est impossible et que la mondialisation est incontournable, de ce fait l'analyse de base sur le commerce international est essentiel.

I.1- Définition

Le commerce international correspond à l'ensemble des flux des marchandises et de services entre des espaces économiques de nationalités différentes, il désigne les échanges entre au moins deux pays. On peut aussi le définir, au sens strict, comme étant l'ensemble des activités commerciales requises pour produire, expédier et vendre des biens et services sur la scène internationale, à partir de la production jusqu'à la consommation, terme qui inclut le commerce, l'importation, l'exportation de biens et service, la concession de licence dans d'autres pays et les investissements directs à l'étranger. Ce dernier permet à un pays de consommer plus qu'il ne produit par ses propres ressources ou d'élargir ses débouchés afin d'écouler sa production.

I.2- Différents types de commerce international

Le commerce international comprend toutes les opérations sur le marché mondial. Il est l'organe regroupant les divers pays du monde engagés dans la production des biens destinés aux marchés étrangers.

Le commerce mondial comprend :

- Le *commerce de concentration* consiste à assembler les petites productions locales ou régionales dans des comptoirs créés à cette fin, en quantités convenables pour être manipulés sur le marché mondial ;
- Le *commerce de distribution* consiste à se procurer les marchandises en très grandes quantités sur le marché mondial et à les emmagasiner pour les distribuer aux consommateurs sur le plan mondial.

I.3-Conception chrétienne sur le commerce

- « Il arracha le plus élevé de ses rameaux, l'emporta dans un pays de commerce et le déposa dans une ville de marchands » Ezéchiel 17 : 4
- « Par ta grande sagesse et par ton commerce. Tu as accru tes richesses, et par tes richesses ton cœur s'est élevé » Ezéchiel 28 : 5
- « Le royaume des cieux est encore semblable à un marchand qui cherche de belles perles. Il a trouvé une perle de grand prix et il est allé vendre tout ce qu'il avait et l'a achetée » Matthieu 13 : 45-46
- « Jésus entra dans le temple de Dieu. Il chassa tous ceux qui vendaient et qui achetaient dans le temple ; il renversa les tables des changeurs et les sièges des vendeurs de pigeons » Matthieu 21 : 12 , Marc 11 : 15-16, Luc 19 : 45, Jean 2 : 14-16

Selon tous ces versets, voulons être chrétien dans un monde régi par le commerce est un véritable défi. Beaucoup de leçons doivent être apprises et nos mentalités doivent changer. Soutenir les initiatives qui favorisent la pratique d'un commerce équitable doit obtenir notre adhésion. Cette préoccupation doit se poursuivre et le chemin qui reste à parcourir est long et parsemé d'embûches. Tout ne réussit pas, mais ceci ne doit pas nous décourager. Nous courrons vers le but afin de gagner le prix auquel Dieu nous appelle du haut du ciel dans l'union avec Jésus-Christ.

I.4- Conception malagasy du commerce :

Comme tout commerce, avant l'arrivée de la monnaie le commerce malagasy était sous forme de troc. La conception malagasy du commerce s'aperçu à travers des dictons des proverbes utilisés dans la vie quotidienne des malagasy.

- « *Varotra tsy raikitra tsy maharatsy fihavanana* » (Un marché non conclu ne doit pas gâcher une bonne entente), « *Tsy ny varotra no taloha fa ny fihavanana* » (La bonne entente a précédé le commerce).

Le fihavanana est connu comme le fondement et fait la singularité de la société malagasy. C'est une forme de lien social valorisé dans la culture de Madagascar, s'apparent à l'entraide et à la solidarité, cette valeur constitue un principe de base de la vie collective malagasy. Il est donc primordial de le conserver, ces proverbes illustrent ce fait disant qu'une négociation de commercialisation non conclu ne doit pas nuire le fihavanana et que le fihavanana passe avant le commerce.

- « *Aza manao ady varotra omby anaty ambiaty* » (Faut jamais débattre des bœufs dans les pâturages), « *Anontanio izay amidiny, vao miady varotra* » (Demandez-lui d’abord ce qu’il veut vendre avant de débattre le prix).

Ces proverbes stipulent qu’il ne faut pas avoir la manie de débattre à outrance les prix. Un autre sens peut accorder à ces proverbes : il faut consulter sa bourse avant d’acheter.

- « *Ady varotry ny mananon-tena, raikitra vao tora-kovitra* » (Une veuve a négocié le prix, une fois son offre accepté elle a peur).

D’après ce proverbe on peut tirer qu’avant d’engager un achat il faut se référer au budget et à l’ordre de priorité.

- « *Ny varotra no isafidianana, fa ny fahafatesana zara hetra toavina* » (commercer est un choix, mais la mort est comme un impôt obligatoire).

Cette proverbe signifie que le commerce n’est pas comme la mort ou les impôts, il est négociable, tout le monde a un choix en d’autre terme personne n’est contraint à acheter ou à vendre.

SECTION II : LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La croissance économique est l’un des piliers carré magique de Kaldor² ce qui fait que son analyse est autant important.

II.1-Définitions

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. La croissance est un processus fondamental des économies contemporaines, reposant sur le développement des facteurs de production, liée notamment au progrès technique. Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services, de même, l’enrichissement qui résulte de la croissance économique peut permettre de faire reculer la pauvreté. Selon la définition de François Perroux, la croissance économique correspond à « l’augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d’un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en terme réels »³. La définition

² Kaldor, « *The determinateness of static equilibrium* », 1934, RES

³ François Perroux, *Dictionnaire économique et social*, Hatier, 1990 .

de Simon Kuznets va au-delà et affirme qu'il y a croissance lorsque la croissance du PIB est supérieure à la croissance de la population.

II.2-Mesure de la croissance

La croissance économique est généralement mesurée par l'utilisation d'indicateurs économiques dont le plus courant est le PIB, qui est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation. Afin d'effectuer des comparaisons internationales, on utilise également la parité de pouvoir d'achat, qui permet d'exprimer le pouvoir d'achat dans une monnaie de référence. Pour comparer la situation d'un pays à des époques différentes on peut également raisonner à monnaie constante. Quant au taux de croissance, lui, est le taux de variation du PIB. L'indicateur du PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique :

- Il ne mesure que partiellement l'économie informelle ;
- Il ne mesure que de façon imparfaite les productions qui ne sont pas commercialisées ;
- Il ne mesure que les apports de valeur ajoutée dans l'immédiat ;
- Il ne mesure que la valeur ajoutée produite par les agents économiques résidents ;
- Il ne prend en compte que les valeurs ajoutées, et non la richesse possédée, par un pays, sans distinguer les effets positifs ou négatifs sur le bien-être collectif.

II.3-Déterminants de la croissance

On peut distinguer plusieurs types de déterminants à la croissance : richesses naturelles, environnement extérieur, population, innovation (concept qui ne concerne pas seulement le progrès technique), investissement, connaissance, cohérence du développement. Xavier Sala-i-Martin⁴ avance par que le niveau initial est la variable la plus importante et la plus robuste. C'est-à-dire que, dans la plupart des cas, plus un pays est riche, moins il croit vite. Cette hypothèse est connue sous le nom de convergence conditionnelle. Il considère également que la taille du gouvernement n'a que peu d'importance, par contre la qualité du gouvernement a beaucoup d'importance : les gouvernements qui causent l'hyperinflation, la distorsion des taux de change, des déficits excessifs ou une bureaucratie inefficace ont de très mauvais résultats. Il ajoute également que les économies plus ouvertes tendent à croître plus vite.

⁴ Xavier Sala-i-Martin, *15 Years of New Growth Economics : What Have We Learnt ?*, Barcelone, 2002.

CHAPITRE II : REVUE DE LA LITTERATURE

Le commerce international et la croissance économique constituent des éléments clés pour promouvoir le développement d'un pays et font l'objet d'une attention particulière des décideurs d'un pays. Les analyses et les débats sur ce thème font l'objet de nombreux documents de travail, de thèses et de conférences. Il est important d'en présenter quelques études qui ont abordé ce thème relatif au lien entre commerce international et la croissance économique pour en éclairer la suite de l'étude.

Il est présenté comme suit les thèses et mémoires ayant abordé le commerce international et la croissance économique :

MAROVELO CELESTE Ghislaine Josie, en 2006, dans son étude sur « *les enjeux de la libéralisation des échanges à Madagascar* » analyse le même cas en posant le problème qui suit : « Le commerce international est-il profitable pour Madagascar ? ». Dans son étude, elle a trouvé que durant la période d'ouverture de Madagascar le revenu par habitant a crû nettement et une croissance économique a été observée. Mais malgré cela, le faible dynamisme des exportations n'arrive pas à contrebalancer la progression des importations, ce qui explique la chronicité du déficit de la balance commerciale. L'économie malgache reste dépendante des importations pour pouvoir fonctionner.⁵

RAZAFINDRAFITO Tojo Andriantseheno, en 2007, dans son mémoire de fin d'étude en vue d'un diplôme de maîtrise en sciences économiques, analyse le thème intitulé « *Promotion des exportations dans les pays en développement : cas Madagascar* ». Dans ce contexte il pose la question suivante comme étant une problématique : « Que faire pour promouvoir l'exportation ? ». D'après son analyse, pour promouvoir l'exportation il faut porter réflexion sur les intérêts et les priorités nationales et de défendre la position dans tel ou dans tel secteur et aussi de voir quelle institution serait plus profitable pour Madagascar. Pour répondre à son problématique il a avancé qu'il est nécessaire de connaître les principaux textes qui régissent l'exportation afin que les exportateurs puissent se conformer aux règles.⁶

⁵ MAROVELO CELESTE Josie, « *Les enjeux de la libéralisation des échanges à Madagascar* » mémoire de Maîtrise ès Sciences Economiques, Département Economie, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2004/2005

⁶ RAZAFINDRAFITO Tojo Andriantseheno, « *Promotion des exportations dans les pays en développement : cas de Madagascar* », mémoire de Maîtrise ès Sciences Economiques, Département Economie, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2006/2007

RANAIVO-JAOFERA Ambinintsoa, en 2007, a fait l'étude de la même thématique dans son mémoire de fin d'étude pour un diplôme de maîtrise en science économique intitulé : « *Madagascar et son insertion dans le commerce mondial* ». Pour bien cerner le problème elle a posé une série de trois questions suivantes : « l'insertion de Madagascar dans le commerce mondial peut-elle contribuer au développement économique du pays ? », « Comment se positionne le commerce malgache face à ce commerce mondial ? » et « Quelles perspectives pourrions-nous envisager pour que le commerce mondial puisse être un moteur du développement économique ? ». Les résultats issus de ces analyses montrent que le commerce malagasy est encore loin d'avoir atteint son plein développement, certes ce commerce dispose de forces non négligeables comme des produits d'exportation de qualité, de grandes potentialités en ressources naturelles et humaines, une volonté de s'intégrer dans le concert des nations et sans doute une plus grande confiance des partenaires, mais il présente plusieurs faiblesses également.⁷

RAZAFINDRAHAINGO Nydiane Claudia, en 2010, dans son mémoire pour l'obtention du diplôme de maîtrise es-sciences économiques analyse : « *la promotion des exportations comme moteur de la croissance économique : un défi audacieux pour Madagascar* ». Dans ce mémoire, elle a posé la problématique suivante : « Dans quelles mesures les exportations permettent-elles de relancer la croissance économique de Madagascar ? ». Dans ce mémoire, elle a trouvé que les principaux obstacles au développement des échanges sont plutôt dus à des contraintes internes, telles que le manque d'informations sur les débouchés étrangers, le manque d'infrastructures, le problème d'accès au crédit, qu'à l'environnement international.⁸

RAVELOSON Andriatsilavina Radomalala, en 2010, a fait une étude sur « *la promotion des exportations : un facteur déterminant pour la croissance économique cas de Madagascar* ». Dans le cadre de ce même étude il a posé la problématique qui suit : « Comment promouvoir les exportations afin d'obtenir une croissance économique ? ». Son étude nous a permis d'en déduire que pour promouvoir les exportations il faut en même temps promouvoir la production, la coopération avec les pays extérieurs et la stratégie

⁷ RANAIVO-JAOFERA Ambinintsoa, « *Madagascar et son insertion dans le commerce mondial* » mémoire de Maîtrise, Département Economie, Promotion Adraina Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2006/2007

⁸ RAZAFINDRAHAINGO Nydiane Claudia, « *La promotion des exportations comme moteur de la croissance économique : un défi audacieux pour Madagascar* », mémoire pour l'obtention du diplôme de maîtrise es sciences économiques, Département Economie, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2009/2010

d'insertion nationale. De l'autre côté, il faut connaître les biens demandés par l'extérieur, mettre en place des nouvelles agences qui assurent la relation avec les clients étrangers ainsi qu'un meilleur accès des entreprises avec leurs produits tant bien que ce soit sur le marché international ou national.⁹

BAORINEVA Larissa, en 2010, dans son étude « *Commerce international et développement d'un pays cas de Madagascar* », en vue d'obtention d'un diplôme de maîtrise en sciences économiques, analyse la même thématique et pose comme problématique « Dans quelle mesure le commerce international pourrait-il contribuer au développement d'un pays? ». Son étude a permis de constater que l'insertion d'un pays au commerce international est une source de biens si ce pays suit à la lettre les conditions imposées par le commerce même d'une part. Le développement des pays en développement est favorisé par l'acceptation de tout acteur local d'un changement structurel réalisé par étape mais non simultanément d'autre part. A partir de son étude, on peut en tirer que les impacts du commerce international seront plus meilleures et plus instructifs pour toute la population malgache.¹⁰

SABOTSY José Richard, en 2010, a fait l'étude de : « *La promotion des exportations de Madagascar dans la zone de la SADC* ». Pour mieux avancer son étude il a posé une problématique suivante : « Quelles opportunités Madagascar pourrait-il profiter de son intégration à la SADC ? Pour lui, cette problématique fait surgir les questions suivantes : Madagascar est-il prêt à concurrencer les pays membres de la SADC comme l'Afrique du sud ? et l'étendu du marché régional pourrait-il être bénéfique pour les entreprises privées malagasy ? A l'issue de son travail on a pu constater que l'intégration de Madagascar dans le SADC a renforcé les tissus économique du pays et que le développement commerce pourrait générer des vrais emplois.¹¹

ROLLAND Jennyfer, en 2010, dans son mémoire de fin d'études en vue d'obtention d'une Diplôme d'Etude Approfondie en sciences économiques analyse « *L'impact des exportations sur la croissance économique : cas de Madagascar* ». Dans son étude elle a posé

⁹ RAVELOSON Andriatsilavina Radomalala, « *Promotion des exportations : un facteur déterminant pour la croissance économique cas de Madagascar* », mémoire pour l'obtention du diplôme de maîtrise es-sciences économiques, Département Economie, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2009/2010

¹⁰ BAORINEVA Larissa, « *Commerce international et développement d'un pays cas de Madagascar* », mémoire pour l'obtention du diplôme de maîtrise es-sciences économiques, Département Economie, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2009/2010

¹¹ SABOTSY José Richard, « *La promotion des exportations de Madagascar dans la zone de la SADC* », mémoire pour l'obtention du diplôme de maîtrise es-sciences économiques, Département Economie, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2009/2010

les questions qui suivent : « Quel est exactement l'impact des exportations sur la croissance économique ? est-ce que cette validité et cette applicabilité peuvent être démontrées pour le cas de Madagascar ? Son travail a montré que, d'après les tests empiriques, il existe au moins une relation de cointégration entre les variables sauf pour les investissements et que le choc de l'exportation sur le PIB a un impact positif et significatif. La relation entre l'exportation et la croissance montre que les politiques de réforme économique et l'accès aux marchés mondial aidera l'économie à réallouer les ressources productives utilisées.¹²

RAZAFIMANITRA Flavien, en 2015, étudie les enjeux de l'exportation dans son mémoire de fin d'étude en vue d'obtention d'un diplôme de maîtrise au sein du département économie intitulé : « *Rôle des exportations sur la croissance : cas Madagascar* ». Pour bien mener son étude, il a posé la problématique suivante : « Les exportations des produits primaires sont-elles assez conséquentes pour affecter la croissance économique de Madagascar ». Les résultats de son étude ont montré que les théories des exportations peuvent entraîner la croissance économique et elles sont vraies pour le cas de Madagascar bien que la grande île figure parmi les pays les plus pauvres du monde.¹³

RAKOTODRAZAFY Tsanta Andrianina, en 2015, dans son mémoire de fin d'études en vue d'obtention d'un diplôme de maîtrise au sein du département économie analyse « *Le commerce international face aux pays sous développés cas de Madagascar* ». Pour cette analyse il a posé le problématique suivant : « De quelle manière le commerce international influence-t-il le développement économique des pays en développement? ». D'après son étude on constate qu'à l'issue du commerce international, des pays en développement comme Madagascar peut tirer profit de la mise en place et de l'instauration du commerce international par le biais du libre échange, d'un côté, qui permet la consommation à choix multiple, avec un prix relativement bas et l'introduction de la concurrence accablant sur l'amélioration des produits internes, de l'autre côté. Néanmoins, le commerce international affronte des blocages et il y a des limites qui demeurent.¹⁴

¹² ROLLAND Jennyfer, « *L'impact des exportations sur la croissance économique : cas de Madagascar* », grand mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Etude Approfondie, Département économie, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2009/2010

¹³ RAZAFIMANITRA Flavien, « *Rôle des exportations sur la croissance : cas Madagascar* », mémoire pour l'obtention du diplôme de maîtrise es-sciences économiques, Département Economie, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2013/2014

¹⁴ RAKOTODRAZAFY Tsanta Andrianina, « *Le commerce international face aux pays sous développés cas de Madagascar* », mémoire pour l'obtention du diplôme de maîtrise es-sciences économiques, Département Economie, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2013/2014

ELIE, en 2017, dans son mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme de maîtrise en sciences économiques étudie « *l'analyse de la libéralisation des échanges sur économie de Madagascar* ». Dans cette étude il a posé comme problème : « La libéralisation des échanges est-elle favorable pour l'économie de Madagascar? ». Les résultats issus de cette étude montrent que l'adoption des accords de libéralisation des échanges présente des impacts économiques et commerciaux positifs pour Madagascar telle que l'entrée des IDE, qui a engendré des créations d'emploi grâce à l'implantation de FMN, et l'intégration économique régionale qui a apporté des avantages, et que l'évolution des échanges est marquée par la forte progression des secteurs miniers qui lui a permis de tenir la première place dans l'exportation telle que le nickel et le cobalt des échanges actuels.¹⁵

RANDRIANARISOA Tianarivony et al en 2017, dans leur mémoire de groupe de fin d'étude pour l'obtention du diplôme de Licence en science économique intitulé « *Commerce international* » analysent la situation économique de Madagascar en se référant au commerce international. Dans ce travail ils ont posé le problème qui suit : « Devrait-on donner une place plus élargie pour la libéralisation du commerce agricole à Madagascar ? ». Les résultats issus de leur travail nous ont permis de constater, d'une part, que la libéralisation des produits agricoles paraît une source de nouveaux débouchés et peut être une source de bénéfices pour les agriculteurs malagasy. D'autre part cette même libéralisation détruit les producteurs locaux par la baisse du prix mondial à cause des subventions à l'exportation appliquées par les pays du Nord.¹⁶

Ces diverses mémoires ont déduit que l'exportation en tant que facteur des échanges commerciaux constitue un moteur pour améliorer notre croissance économique et le bien-être de la population malagasy. Pourtant, pour pouvoir bénéficier ces avantages issus de la libre échange, des conditions sont imposées. C'est à cette notion que l'on va aborder une étude sur le rôle de l'exportation malagasy sur la croissance économique.

¹⁵ ELIE, « l'analyse de la libéralisation des échanges sur économie de Madagascar », mémoire pour l'obtention du diplôme de maîtrise es-sciences économiques, Département Economie, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2015/2016

¹⁶ RANDRIANARISOA Tianarivony et al, « *Commerce international* », mémoire de groupe de fin d'études pour l'obtention du diplôme de licence en sciences économiques, Département Economie, Promotion Tsiresy, Fac DEGS, Université d'Antananarivo, Année universitaire 2015/2016

CHAPITRE III : FONDEMENTS THEORIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

En économie internationale, la garantie d'une croissance économique est un point important pour un pays avec la contribution d'une ouverture totale des échanges dans le commerce international. Ce chapitre a pour objet d'introduire de manière simple les concepts théoriques relatifs au commerce international et à la croissance économique.

SECTION I : FONDEMENTS THEORIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL

L'idée selon laquelle les échanges extérieurs sont à l'origine de gains à l'échelle mondiale remonte au début de la théorie du commerce international. La différence de potentiels économiques entre les différentes nations constitue le principal fondement des échanges. Le résultat devient alors intuitif dans la mesure où chacun de ces pays tire profit toutefois de ces différences. Cette idée a priori simple soulève cependant des problèmes qui ont animé les débats sur l'opportunité de l'ouverture d'un pays donné aux échanges internationaux.

I.1-Théories traditionnelles du commerce international

Le commerce international a fait l'objet d'une analyse scientifique au tournant du XVIIIème siècle. Amorcée par Adam Smith, père de l'économie politique, cette autre analyse du commerce international, visant à montrer au contraire que le commerce entre nations procure un gain net (Smith, 1776), sera approfondie par David Ricardo (1817), puis par Eli Heckscher, Bertil Ohlin et Paul Samuelson au XXème siècle.

I.1.1- Théorie de l'avantage absolu d'Adam Smith

Adam Smith¹⁷ dans son œuvre intitulé : « *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* », en 1776, démontre que le commerce international est un jeu à somme positive grâce à la division internationale du travail (DIT). Cette dernière correspond à la spécialisation de chaque pays dans le domaine d'activité où il est le plus compétitif et doit donc résulter d'un gain en termes de production mondiale ce qui implique un gain en terme de bien être de la population.

Selon cette théorie, chaque pays a intérêt, avant d'échanger, d'une part, de se spécialiser dans la (ou les) activité(s) de production pour lesquelles le pays parvient à produire

¹⁷ Adam Smith (1723-1790) « *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* », en 1776,

un bien avec moins de facteur de production que ses voisins. D'autre part, chaque pays a aussi intérêt à acheter (importer) ce que d'autre pays fabrique avec moindre coût. Le pays qui parvient à produire un bien avec moins de facteur de production que ses voisins possède un avantage absolu sur ce bien.

Cette théorie se traduit donc par une ouverture des marchés, elle repose sur quatre (04) hypothèses :

Hypothèse 1 : un seul facteur de production : seul le travail est considéré comme un facteur de production

Hypothèse 2 : la valeur travail : la valeur d'un bien correspond à son coût de production qui est égale au nombre d'heure de travail nécessaire pour le produire.

Hypothèse 3 : l'avantage absolu est une donnée : Smith ne s'interroge pas sur les origines de cet avantage ; il peut être naturel ou acquis

Hypothèse 4 : le libre échange : aucun obstacle ne vient entraver la libre entrée des marchandises étrangères sur le territoire national.

Cette approche présente des avantages, d'abord, elle se traduit par une augmentation des productivités globales des économies, puisque la DIT permet à un pays d'économiser de temps de travail en ne produisant que les biens pour lesquels il est le plus compétitif. Puis elle permet d'augmenter la production mondiale, les pays vont consacrer les heures épargnées à une production supplémentaire du bien pour lequel il a un avantage absolu. Enfin les pays participants au commerce mondial peuvent acheter à moindre coût les produits qu'ils ne savent pas fabriquer avec efficacité, ce qui implique une augmentation de pouvoir d'achat de la population. Il y a donc un gain à l'échange inter-nations pour les pays qui y participent.

Limites :

Cette théorie d'Adam Smith présente quelques limites sur lesquelles Ricardo intervient par la suite. Il y a des pays qui n'ont aucun avantage absolu et d'autre en ont beaucoup.

Cette démonstration est vérifiée que si le commerce international est en libre échange c'est-à-dire aucun obstacle tarifaire ou non tarifaire n'entrave les échanges. Adam Smith admet que des mesures protectionnistes puissent être adoptées dans trois (03) cas :

-lorsque l'indépendance nationale est menacée ;

-lorsque les pays sont protectionnistes ;

-lorsque l'emploi est gravement menacé.

I.1.2- Théorie des avantages comparatifs de David Ricardo

Le modèle de Ricardo¹⁸ n'est pas le premier historiquement mais c'est l'un des plus célèbres, il repose sur un principe explicatif dit les «avantages comparatifs » qui demeure une référence fondamentale pour les théories afférentes au commerce international. Face aux limites que rencontre l'analyse d'Adam Smith, Ricardo y introduit l'analyse des coûts comparatifs.

Dans son théorie, Ricardo démontre que l'échange international est profitable même si un des deux pays est plus efficace dans tous les domaines. De ce fait, la spécialisation ne prendra plus en compte le critère de productivité mais la rentabilité dégagée par l'échange monétaire compte tenu de l'inégalité du coût du travail, d'un prix moins élevé dans les pays de faible productivité. Donc chaque pays va se spécialiser dans la production pour laquelle son désavantage est le moins grand.

Le point de départ de la théorie ricardienne, exposée dans son œuvre intitulé : « *Principes de l'économie politique et de l'impôt* » en 1817, est la comparaison de deux pays en autarcie, le Portugal et l'Angleterre, qui produisent deux biens, le vin et le drap, à partir du travail.

Tableau 1: les coûts unitaires de productions du drap et du vin en Angleterre et au Portugal dans l'exemple de Ricardo (en hommes-année)

	Portugal	Angleterre
Drap	90	100
Vin	80	120

Source : cours de relation économique internationale par Hery RAMIARISON, année universitaire 2016/2017

D'après ce tableau, la Portugal a un avantage absolu pour les deux produit et que l'Angleterre n'en a aucune, si on se réfère à l'analyse de Smith les deux pays n'auront pas d'intérêt à échanger.

¹⁸ David RICARDO «*Principes de l'économie politique et de l'impôt* », 1817

Par la suite Ricardo va démontrer que ces deux pays auront des intérêts à se spécialiser et à échanger à partir des calculs des rapports de coûts. Le tableau suivant montre le calcul des rapports de coûts

Tableau 2: Rapport de coûts

	Portugal	Angleterre
Drap	$\frac{90}{80} = 1,125 *$	$\frac{100}{120} = 0,833 *$
Vin	$\frac{80}{90} = 0,88 **$	$\frac{120}{100} = 1,2 **$

* : coût de drap en termes de vin

** : coût de vin en termes de drap

Source : cours de relation économique internationale par Hery RAMIARISON, année universitaire 2016/2017

Ce tableau montre qu'après les calculs de rapport de coût on constate que le Portugal a un avantage comparatif dans la production du vin et la production du drap pour l'Angleterre. Supposant qu'en Angleterre, on souhaite accroître la production de vin d'une unité. Pour cela, il faut dégager 120 hommes-années de la production de drap et donc renoncer à celle de 1,2 unité. A l'inverse, pour augmenter la production de drap d'une unité, il suffira juste d'abandonner la production d'environ 0,833 unité de vin. En Portugal, pour augmenter la production de vin d'une unité, il suffit de renoncer à environ 0,88 unité de drap et 1,125 unité de vin peut être produite en renonçant à une unité de drap. Comparativement, le vin est donc plus facile à produire que le drap en Angleterre alors qu'au Portugal c'est l'inverse.

Le principe de l'avantage comparatif, une idée nouvelle introduite par Ricardo, prône que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production de la marchandise pour laquelle il détient l'avantage comparatif le plus élevé ou le désavantage comparatif le plus faible.

La théorie ricardienne fournie en même temps une explication de la composition du commerce internationale et une démonstration des gains de l'échange entraîné par l'ouverture des frontières. Selon sa théorie, nul n'a besoin d'avoir un avantage absolu.

Cette théorie repose sur quelques hypothèses :

Hypothèse 1 : le marché mondial est en concurrence pure mais pas parfaite : les prix relatifs d'un bien sur le marché mondial sont fixés selon la loi de l'offre et de la demande en concurrence.

Hypothèse 2 : l'immobilité internationale des facteurs : le capital et le travail sont immobiles à l'extérieur c'est-à-dire qu'il n'y a pas de migration internationale et d'investissement à l'étranger sinon il y aurait échange de travail et de capitale à la place de l'échange des biens. En revanche les facteurs sont mobiles à l'intérieur du pays.

Hypothèse 3 : les avantages comparatifs sont durables : en effet, les rendements sont constants ce qui signifie qu'un pays avantaagé le restera et qu'il n'y aura pas d'économie d'échelle.

Hypothèse 4 : le commerce mondial est un commerce interbranche : l'échange s'effectue entre deux pays de spécialisation et éventuellement de développement différents. L'échange est donc de nature différente. Ce commerce mondial correspond à la DIT traditionnelle (sud exportant des produits primaires, le nord des produits manufacturés).

Hypothèse 5 : le libre-échange : les marchés internationaux ne doivent pas être protégés par des barrières tarifaires ou non tarifaires.

Limites : -pour Allais, abandonner une production afin de se spécialiser est une mauvais idée, car les avantages comparatifs évoluent avec le temps

- le libre-échange avec les pays à bas salaire entraine des problèmes de compétitivité dans certains secteurs

- il n'y a pas d'indicateur permettant de mesurer les avantages comparatifs. Ricardo comparait les coûts des produits en termes de quantité de travail nécessaire pour les fabriquer. Aujourd'hui, on ne peut plus raisonner ainsi. On cherche ce qui fonde les différence de coût, mais on ne peut pas réellement parler d'indicateur.

I.1.3- Théorie de HOS

La coutume a imposé d'accoler les noms d'Heckscher¹⁹, d'Ohlin²⁰ et de Samuelson²¹ pour construire la « théorie HOS », l'ordre alphabétique correspond à la chronologie. Dans

¹⁹ Hescher(1879-1952), économiste suédois, dans son article « The effect of foreign trade on the distridution of income », en 1919

²⁰ Bertil Ohlin (1899-1979), dans son ouvrage « Inter-regional and International Trade » en 1933

cette théorie, ils expliquent la composition du commerce international à partir d'un nouveau concept qui est « abondance relative d'un facteur de production »

D'une part selon ce concept, il existe au moins deux facteurs de productions : le capital et le travail. Il est nécessaire d'introduire une spécification supplémentaire à propos des facteurs de production dans le modèle simplifié : leurs quantités disponibles se doivent être données et définissent ce que l'on nomme « la dotation factorielle » d'une nation.

Selon le théorème de Heckscher-Ohlin, chaque pays a une production vers la marchandise qui utilise de manière intensive le facteur dont il est bien doté et il tend à l'exporter. Cette approche a une parenté certaine avec celle de Ricardo mais elle en diffère aussi à la fois par la volonté d'expliquer l'origine de l'avantage comparatif et par la théorie de la production qui la sous-tend puisque deux facteurs de productions substituables y sont introduits.

D'autre part, dans ce concept on y introduit le théorème concernant le prix de facteur. Les prix sont différents entre les pays parce que leurs dotations en facteur de production sont différentes. Donc chaque pays a avantage à se spécialiser en fonction de sa dotation en facteur de production en exportant les biens demandant de facteur de production qui est abondant chez lui et important les marchandises pour lesquelles les facteurs de productions sont rares dans ce pays et abondamment utilisés. De ce fait, l'échange est donc bénéfique aux pays participants. Cette spécialisation au niveau de facteur de production conduira à une uniformisation entre les pays. La loi des proportions des facteurs proposées par Ohlin en 1933 vise à approfondir l'analyse de Ricardo en expliquant l'origine des différences de coût de production entre les pays, mais elle en modifie certaines hypothèses :

Hypothèse 1 : deux facteurs : au facteur travail, il faut lui adjoindre le facteur capital, mais l'immobilité internationale de facteur est maintenue.

Hypothèse 2 : un coefficient de capital identique : les technologies de production sont identiques d'un pays à l'autre, mais diffère selon les branches d'activités. A titre d'exemple, pour produire de blé quelque soit le pays, il faut utiliser une proportion identique de travail, de capital et de ressource naturelle. Mais pour produire une automobile, il faut utiliser des facteurs différents à ceux de la production de blé.

²¹ Paul Anthony Samuelson (1915-2009) dans l'article : « interaction between the multiplier analysis and the principle of acceleration » en 1939

I.2-Nouvelles théories du commerce international

Dans les années 80, l'approche jusqu'alors dominante est supplantée par une nouvelle théorie du commerce international dont l'initiateur le plus connu est Paul Krugman. La nouveauté est très relative, dans la mesure où cette nouvelle théorie prolonge en réalité des travaux plus anciens qui avaient aussi pour objectif d'expliquer les caractéristiques du commerce international contemporain

I.2.1- Les extensions de la vision traditionnelle du commerce international

Dès les années 1960, plusieurs auteurs, dont Linder (1961) et Vernon (1966), proposent des explications des échanges fondées sur la différenciation géographique des biens et les décalages temporels des innovations technologiques entre nations. Leurs analyses s'appuient sur les mêmes critiques et présentent les mêmes arguments que ceux développés plus tard par la nouvelle théorie du commerce international

I.2.1.1- Le cycle de vie d'un produit de Vernon

Vernon²² conçoit une explication des échanges centrée sur les caractéristiques de l'offre des produits. Selon lui, le commerce international s'explique à travers l'avancé d'un pays sur la production d'un bien, un pays avancé technologiquement ne cesse de créer des nouveaux biens.

Pour Raymond Vernon (1986), un produit suit quatre phases au cours de son existence : naissance, croissance, maturité et déclin.

Phase 1 : la naissance, le produit reste très coûteux puisque le producteur cherche à amortir leur recherche. Le marché intérieur donne la possibilité d'étudier la réaction de la demande. Le pays monopolise la production du bien en question.

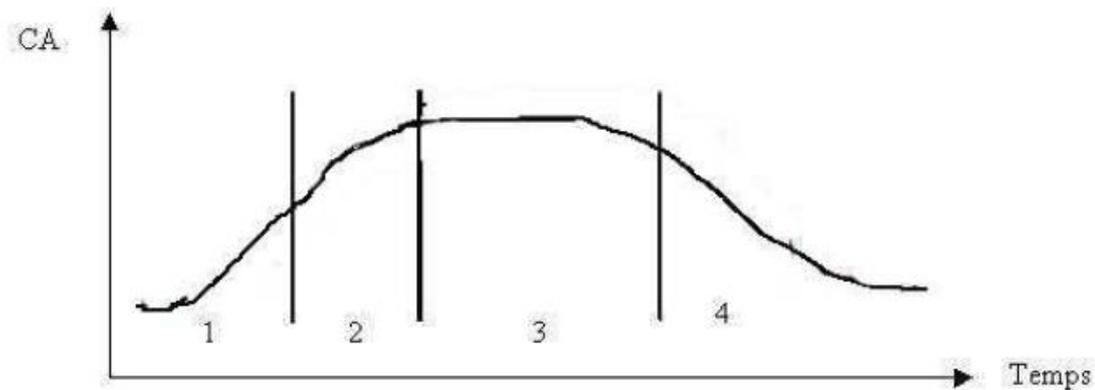
Phase 2 : la croissance, la demande du produit augmente, comblé par la hausse de la production et la baisse de coûts moyens de production. Ces biens seront écoulés sur les marchés étrangers et fabriqués en plusieurs séries, réduisant progressivement leur prix. D'autres firmes profitent l'accroissement de la demande et supprime la situation de monopole.

²²R. Vernon « *International Investment and International in the product cycle* » dans le journal Quarterly journal of economics, 1966, 190p-207p

Phase 3 : la maturité, le marché potentiel atteint un niveau de saturation, d'autres firmes produisent déjà à l'étranger pour tirer profit de l'abondance et des coûts relativement bas des mains d'œuvre.

Phase 4 : le déclin, il y a une délocalisation des pays riches pour maintenir leur profit. La firme innovatrice doit ainsi se dégager dans la production du bien ou bien chercher d'autre innovation afin de pouvoir redémarrer le cycle.

De ce fait, les pays producteurs d'autre fois deviennent à long terme importateur.



Source : Vernon, 1986

Figure 1 : Représentation graphique du cycle de vie d'un produit de Vernon

- 1- Phase de lancement : le produit est destiné au marché intérieur
- 2- Phase de croissance : le produit est passible d'exportation
- 3- Phase de maturité : la production du produit est délocalisée dans d'autres pays
- 4- Phase de déclin : la production est assurée par les pays en développement

I.2.1.2-La demande représentative de Linder

En 1961, l'économiste Steffan Burestam LINDER²³ considère que la demande, largement négligée jusqu'alors, joue un rôle essentiel dans l'explication du commerce international, et que les pays se spécialisent non plus en fonction de leur dotation en factorielle mais de leur fonction interne. Selon son optique, l'exportation est basée sur la capacité intérieure de demande de produits, en effet, un bien est exportable seulement s'il arrive à satisfaire de façon efficiente la demande intérieure. La production d'un bien doit en premier lieu approvisionner le marché intérieur et seul les surplus de la production que la demande intérieure n'arrive plus à étouffer sont destinés à l'exportation, en d'autre terme,

²³S. B. Linder « *An essay on trade and transformation* », 1961, OCLC

quand la demande intérieure tend à se saturer, les entreprises cherchent de nouveaux débouchés à l'exportation. Par conséquent, c'est cette demande intérieure ou demande représentative qui détermine la nature des exportations. Pour Linder, les échanges entre deux pays seront d'autant plus importants que leur demande intérieure est forte ; pour les pays de même niveau, les demandes représentatives sont similaires, en effet, leurs produits destinés à l'exportation sont identiques. Ce qui force la ressemblance entre bien importer et bien exporter. Dans cette optique le marché international n'est rien d'autre que le prolongement du marché national.

I.2.2- Nouvelles théories du commerce international

Concurrence parfaite, produits homogènes et rendements d'échelle constants soutiennent l'édifice de la théorie classique du commerce international. Relâcher ces hypothèses en reconstruisant la théorie du commerce international sur les bases de la microéconomie et de l'économie industrielle a permis de déboucher sur de nouveaux résultats. Paul Krugman a joué un rôle décisif dans cette entreprise de reconstruction à l'aide des réflexions portant principalement sur le rôle des rendements croissants et de la concurrence imparfaite dans le commerce international

I.2.2.1- Les fondements de la nouvelle théorie

La nouvelle théorie apporte une représentation des économies nationales qui repose sur un ensemble d'hypothèses différentes :

- le concept de concurrence imparfaite (c'est la différence fondamentale avec la théorie traditionnelle) ;
- les marchés sont oligopolés ;
- la production se fait avec des rendements d'échelle croissant ;
- les produits offerts par les firmes sont différenciés ;
- la concurrence entre les firmes peut reposer sur des investissements en recherche et développement.

Selon les auteurs des nouvelles théories, l'accent est mis sur une ou plusieurs de ces caractéristiques Paul Krugman²⁴ affirme que les secteurs qui sont analysés comme des oligopoles jouent un rôle très important dans les échanges internationaux.

I.2.2.2-Les rendements d'échelle croissants

Les rendements d'échelle sont le lien existant entre les quantités produites et les coûts de production. En présence d'économies d'échelle, la production d'un bien s'accroît de façon plus que proportionnelle à la quantité de facteurs employés dans le secteur. Mais l'augmentation de la quantité de facteur utilisée, et donc de la production, peut prendre deux formes distinctes : les entreprises existantes peuvent augmenter leurs volumes de production ou bien de nouvelles entreprises peuvent entrer sur le marché. Tout dépend de la nature des économies d'échelle.

L'économie d'échelle consiste à diminuer le coût moyen de production en vue d'augmenter la production, donc produire à moindre coût pour en tirer un maximum de profit. Dans une économie échelle le produit est d'autant plus efficient que l'échelle sur laquelle elle est faible, est moins importante. Si on prend le modèle de l'avantage comparatif basé sur un rendement constant d'échelle, lorsqu'on double les intrants, la production doublera également. Par contre, dans une économie d'échelle croissant, lorsqu'on double les intrants, la production fait plus que doubler, on parle alors de rendement d'échelle croissant.

Alfred Marshall²⁵ (1920) a été le premier à introduire la distinction fondamentale entre les économies d'échelle internes et externes à la firme.

I.2.2.2.1- Les économies d'échelle internes

On parle d'économies d'échelle internes lorsque c'est l'augmentation de la taille de l'entreprise, et elle seule conduit à ces économies d'échelle, qui peuvent provenir d'économies réalisées sur l'organisation interne de la firme ou encore de l'existence de coûts fixes. Elles confèrent un avantage aux grandes firmes. Celles-ci ont des coûts plus faibles et gagnent des parts de marché sur les petites entreprises, ce qui conduit forcément au développement d'une concurrence imparfaite.

²⁴ Krugman et Obstfeld et al « *Economie internationale* », BOECK Université, 1989, 24p

²⁵ Alfred Marshall « *Principles of Economics* » 8^e éd, 1890

I.2.2.2.2- Les économies d'échelle externes

Les économies d'échelle externes bénéficient à toutes les entreprises opérant dans le même secteur si la production de celle-ci augmente. Il existe économie d'échelle externe lorsqu'une firme quelconque a des influences positives par la taille du secteur ou du pays. Lorsque de telle économie existent, toutes les entreprises du secteur, alors qu'elles gardent la même taille, voient leurs coûts de production diminuer suite à une augmentation de la production globale. Le coût unitaire de production dépend alors de la taille du secteur mais pas celle de la firme spécifiquement.

I.2.2.2.2.1-Les économies d'échelle externes concurrence imparfaite

Les économies d'échelle existent quand les marchés deviennent oligopolistiques, voire monopolistique. Cela a pour effet de favoriser, toutes choses égales par ailleurs, les nations qui produisent des volumes importants. Ainsi, une nation entrée la première dans la production d'un bien ne pourra pas être concurrencée par une autre, avantagée par un taux de salaire plus faible, mais qui ne peut accéder à un niveau de production suffisant pour bénéficier des économies d'échelle.

I.2.2.2.2.2- Les économies d'échelle externes et les échanges internationaux

Si de telles économies existent de manière significative dans la production d'un bien donné, elles ont pour effet de favoriser les nations qui produisent des volumes importants de ce bien. Il en découle que l'entrée sur le marché international de nouveaux exportateurs capables potentiellement de produire à des coûts unitaires plus faibles, peut alors être impossible.

Trois conséquences importantes découlent de cette situation :

- la taille du marché intérieur d'une nation peut, en présence d'économie d'échelle externe, être un facteur explicatif du commerce international (elle fournit un avantage sur les autres nations);
- les spécialisations internationales résultant des économies d'échelle externes sont stables, même si les avantages comparatifs se modifient ;

-les accidents historiques conduisant à la production d'un bien dans un pays donné peuvent expliquer la création des flux commerciaux internationaux.

Les économies d'échelle constituent donc une barrière à l'entrée d'un secteur. C'est un argument en faveur de la protection des industries naissantes²⁶

I.2.2.3- La différenciation des produits

La théorie traditionnelle repose sur l'hypothèse d'homogénéité des biens : tous les producteurs anglais de drap mettent sur le marché le même drap, et le drap produit au Portugal est strictement identique à celui réalisé en Angleterre. Cependant, la nouvelle théorie microéconomique a développé dès les années trente une hypothèse différente, celle de la différenciation des produits. Pour des raisons subjectives ou objectives, les consommateurs ne considèrent pas comme identiques les produits de deux firmes qui appartiennent à la même branche.

La différenciation des produits peuvent être horizontale ou verticale. On dit qu'elle est horizontale lorsque les produits présentent la même qualité (emballage, couleur, proximité,...) mais sont distingués par les consommateurs en raison de leurs différences réelles ou perçues.

La différenciation des produits est dite verticale lorsque les consommateurs sont confrontés à des produits qui ont des qualités différentes (voiture plus puissante, plus rapide, plus économe en carburant,...).

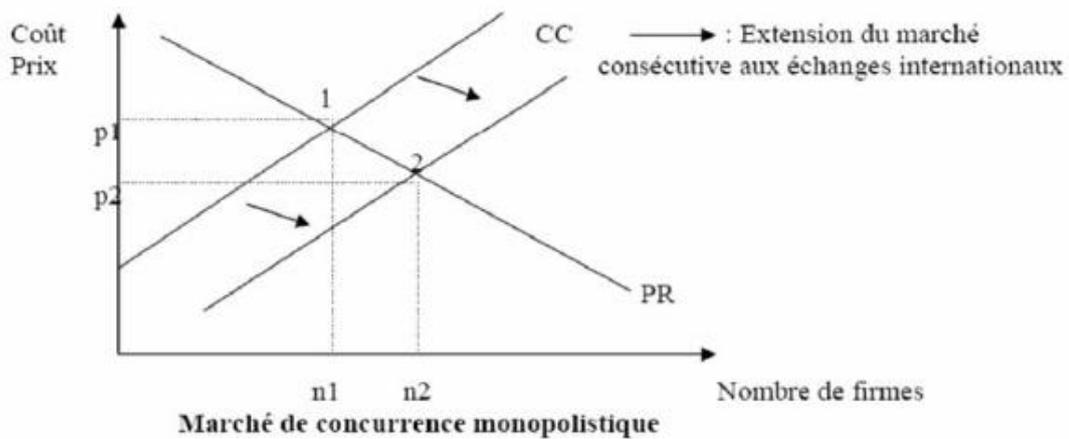
Ces deux approches des échanges internationaux offrent des explications relativement robustes du commerce intrabranche.

Pour expliquer les échanges entre les biens comparables différenciés, Krugman recourt à un modèle s'appuie sur une situation de concurrence monopolistique complétée par Edward Chamberlin²⁷ en 1933. En effet, à court terme, les firmes toutes supposées en situation de monopole sur la variété des produits qu'elles fabriquent sachant que tous les produits sont différenciés. Par exemple, Peugeot a le monopole de la 307 tandis que Volkswagen a le monopole du golf. Les deux grandes entreprises sont en concurrence sur le marché de l'automobile, mais au lieu de produire le même produit sur ce marché, elles développent des variantes originales de ce bien. De ce faite, chaque entreprise est par conséquent un

²⁶ Elhanan Helpman (1946-), « *The mystery of economic growth* », The Belknap Press, 2010, 1^{ère} éd., 240p

²⁷ E Chamberlin « *Theory of monopolistic competition* », Presse universitaire de France, Paris, 1997, 12p

monopoleur au sens où elle est la seule firme produisant son bien particulier. Mais la demande pour ce bien dépend du nombre de produits similaires disponibles sur le marché et des prix que font les autres firmes de l'industrie. D'une part, plus le nombre d'entreprise sera élevée, plus la concurrence entre elles sera forte et plus bas sera le prix dans l'industrie (courbe décroissante PR). D'autre part, plus le nombre d'entreprise sera élevée, moins la production par entreprise sera importante et plus haut sera le coût moyen (courbe croissante CC).



Source : Helpman et Krugman, 1985.

Figure 2: Marché de concurrence monopolistique

Helpman et Krugman, 1985, montrent comment le commerce international atténue le conflit entre variété des biens et échelle de production auxquelles les pays sont confrontés individuellement. Dans le modèle de concurrence monopolistique, un marché plus étendu conduit à la fois à un prix moyen plus bas ($p_2 < p_1$) et à une plus grande variété de la production ($n_1 < n_2$). En effet chaque entreprise produit plus et a un coût moyen plus bas. Il en résulte simultanément un accroissement dans le nombre d'entreprises (et par conséquent dans la variété de biens disponibles) et une diminution du prix de chaque produit. Ce résultat crée ainsi un marché mondial plus vaste que chacun des marchés nationaux qui le constituent. Intégrer les marchés par le commerce international aux mêmes effets que la croissance d'un marché à l'intérieur d'un même pays.²⁸

²⁸ Krugman et Obstfeld et al « *Economie internationale* », BOECK Université, 1989, 24p

Ainsi deux pays ayant les mêmes dotations factorielles, utilisant les mêmes technologies à économies d'échelle internes pour produire des biens différenciés, seront à échanger, malgré leur parfaite similitude dans les conditions d'offre. Cet échange de différenciation résulte de la préférence des consommateurs des deux pays pour la variété.

Toutefois, l'ouverture des économies engendrent des effets suivants :

- Le nombre des variétés disponibles augmente ;
- Il existe un effet de rationalisation de la production. Certaines firmes vont tout de même disparaître ;
- Les échanges sont intrabranches. Toutes les variétés nationales sont consommées à l'étranger et réciproquement.

I.2.2.4-Théorie de l'échange inégal

Selon certains auteurs dont Jagdish Bhagwati²⁹, le libre-échange ne profite aux PED (Pays en développement). La principale raison en est la mauvaise spécialisation de ces pays émanant notamment de l'héritage ou du pacte colonial. Par conséquent, les PED reculent devant l'échange international. Dans cette même perspective, ces derniers ne bénéficient d'aucun avantage comparatif : le solde déficitaire de la balance commerciale.

Ainsi que la détérioration des termes de l'échange forment les traits saillants de l'économie des PED : un phénomène de « croissance appauvrissant », selon les termes de Bhagwati. Face à ce concept, les PED doivent exporter davantage et limiter leurs importations. Arghiri Emmanuel³⁰ adoptait en 1969 cette même vision. D'après cet auteur, le commerce sous-entend un rapport de domination à l'égard des pauvres. En effet, dans n'importe quelle circonstance, les PED resteront toujours perdants dans l'échange international. La principale cause en est la grande différence entre les produits échangés soit des produits agricoles contre ceux manufacturés, occasionnant également un écart de prix.

L'analyse de Karl Marx rejoint les constats et conclusions d'Arghiri Emmanuel. Il ne renie pour autant pas les gains liés au libre-échange. En ces termes, ce théoricien considère le commerce international comme étant générateur de profits pour la classe des capitalistes³¹. L'échange international se résume en un rapport de domination entre pays riches et pauvres.

²⁹JagdishBhagwati « The Economics of Underdeveloped Countries », 1966

³⁰Emmanuel Arghiri « Le Profit et les Crises, une Approche Nouvelle des Contradictions du Capitalisme », 1974

³¹RAINELLI Michel, « Le Commerce International », 9ème édition, La Découverte, Paris, 2003, 120p.

Tableau 3: Tableau récapitulatif des théories du commerce international

Années	Théories	Auteurs	Principe explicatif	Variable traduisant le principe
1776	Avantage Absolu	A.Smith	Chacun des pays doit se spécialiser et assurer la production ou il est le meilleur en matière de gain de productivité	Division de travail
1817	Avantage Comparatif	D.Ricardo	Les pays se spécialisent dans la production dans laquelle ils disposent d'un avantage comparatif	Productivité du travail
1930	Dotation factorielle	E.Hecksher, B.Ohlin, P.A.Samuelson	Les pays exportent le bien produit avec la technique utilisant le facteur le plus abondant, relativement, dans leur territoire.	Intensité capitalistique : rapport capital/travail
1933	Rendement d'échelle	F.Graham, B.Ohlin	Spécialisation et l'échange international permettent de créer l'Avantage Comparatif issu de l'économie d'échelle	Augmentation des facteurs de production capital et travail
1961	Approche de la demande	S.B.Linder	Importance des échanges de produits similaires entre pays à développement comparable.	Egalité des échanges de produit
1966	Approche néo-technologique	R.Vernon	Les exportations apparaissent lors de la phase de croissance de produit, les importations dans celle de la maturité.	Intensité R-D, âge du produit
1969	Echange inégal	J.Bagwati, E.Arghiri	Phénomène de « croissance appauvrissant », rapport de domination entre pays riches et pays pauvres.	Réduction de l'importation des PED
1979	Echange intra-branche	P.Krugman, Brander	Hiérarchisation des avantages comparatifs, concurrence monopolistique, différence de position dans les gammes de produits.	Différentes variables selon l'explication ¹
1980	Différenciation des produits	Chamberlin, Dixit, Stiglitz et Krugman	Assurer la diversification de leurs productions et d'en assumer les coûts relatifs	Effet de diversification

Source : Auteur avec l'information de RAINELLI Michel, « Le Commerce International », 9ème édition, La Découverte, Paris, 2003, 120p

SECTION I : FONDEMENTS THEORIQUES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Cette section sera constituée de deux sous-sections les théories traditionnelles et les nouvelles théories de la croissance

II.1-Théories traditionnelles de la croissance

Les travaux expliquant les sources de la croissance ont été élaborés par les économistes comme Harrod (1956), Domar (1957) et Solow (1957), Dans ces différents travaux, les exportations ne tiennent pas vraiment une place importante dans l'entretien de la croissance, seule la main d'œuvre et le capital peuvent accroître la production d'un pays. Les exportations sont des externalités considérées comme étant exogène.

II.1.1- Le modèle d'Harrod-Domar

Alors que Keynes mettait en évidence les difficultés pour une économie de réaliser un équilibre de plein emploi dans le court terme, Roy Forbes Harrod³² et Evsey Domar³³ ont mis en évidence les difficultés de réaliser un équilibre dynamique de long terme. Le modèle d'Harrod-Domar cherche à rendre compte les conditions et les caractéristiques essentielles de l'équilibre d'une économie capitaliste en croissance. La pierre angulaire de ce modèle est que l'investissement est considéré exercer une double influence sur l'économie.

Du côté de la demande (à CT), la variation de l'investissement détermine, via le multiplicateur keynésien ($\Delta I \rightarrow \uparrow Y \rightarrow \uparrow R \rightarrow \uparrow C \rightarrow \uparrow S$), le niveau de revenu et de la demande globale. L'effet revenu associé à l'augmentation de l'investissement est égale à $\Delta I \left[\frac{1}{1-c} \right]$ c'est-à-dire $\Delta I \left[\frac{1}{s} \right]$ où $s=1-c$ (s : propension marginale à épargner, c : propension marginale à consommer).

Du côté de l'offre (à LT), l'investissement accroît la capacité de production. L'effet capacité précise que l'investissement doit engendrer une stimulation de la capacité de production, via le mécanisme d'accélérateur. L'investissement accroît les capacités de production dans une proportion égale à $\frac{1}{v}$ où v est le coefficient de capital et correspond à l'inverse de la productivité moyenne du capital soit $v = \frac{K}{Y}$ (K : stock de capital et Y : stock de production).

³² R. F. Harrod « *The foundation of inductive logic* », 1956

³³ E. Domar « *Essays in the theory of economic growth* », 1957

Domar a formulé la question suivante à son problème : « A quelle condition la hausse de la demande issue de la variation de l'investissement est-elle compatible avec l'accroissement de la capacité de production résultant de l'investissement ? » Pour qu'il y ait une croissance équilibrée, il faut que les revenus supplémentaires engendrés par l'effet multiplicateur permettent d'absorber la production supplémentaire obtenue, l'effet revenu doit être égal à l'effet capacité. Cette condition est vérifiée si l'investissement augmente à un taux constant égale au $\frac{\Delta I}{I} = \frac{s}{v}$.

Ce modèle repose sur 03 hypothèses

Hypothèse 1 : la fonction de production retenue est à coefficient fixe

Hypothèse 2 : l'épargne est une fonction constante du revenu national $S=sY$

Hypothèse 3 : à LT, la population active croît à un taux constant n , ce qui permet d'écrire $\Delta L=nL$

Alors que Domar met l'accent sur la nécessité pour le capital et la production de croître à un taux constant, Harrod va montrer que la croissance est par nature instable.

- En introduisant les anticipations de croissance dans la détermination de l'investissement, Domar arrive à la conclusion que la relation déterminant le taux de croissance par le rapport du taux d'épargne au coefficient de capital est fondamentalement instable.
- En confrontant le taux de croissance garanti, g_w (qui équilibre l'offre et la demande sur le marché des biens) et le taux de croissance naturel, g_n (qui équilibre l'offre et la demande sur le marché du travail), Harrod met en évidence un paradoxe de la théorie keynésienne. Si g_w est supérieur à g_n , le rythme élevé de croissance pourra permettre de réduire le chômage. Mais lorsque l'économie tend vers le plein emploi, le taux de croissance effectif g sera limité par le taux naturel. La croissance réelle devient inférieure au taux garanti. Harrod en conclut que l'économie tendra progressivement vers la dépression du fait de l'insuffisance de la demande. Ainsi, un taux d'épargne élevé serait néfaste au plein emploi. L'épargne est une vertu si g_w est inférieur à g_n .

II.1.2- L'approche de Solow

Solow³⁴ attribue l'origine de la croissance par tête au montant de capital technique investi (machines, équipements, logiciel, infrastructures, ...). Lorsque l'investissement par tête dépasse le montant de la dépréciation du capital par tête existants, chaque travailleur dispose d'un équipement plus performant et peut produire d'avantage. Toutefois, lorsqu'on augmente le capital par tête, la production augmente, mais pas de façon proportionnelle (principe des rendements décroissants). Ainsi à force d'augmenter le capital par tête va venir un moment où la production par tête augmentera moins vite que cela ne coûte. La croissance par tête va cesser, c'est **l'état stationnaire**. Ceci dépend du coût relatif du capital, si ce dernier diminue (un renchérissement du coût du travail incitera les entreprises à substituer du capital au travail), alors l'investissement par tête va augmenter de nouveau jusqu'à ce qu'un état stationnaire soit atteint.

Cette approche repose sur des hypothèses de type néoclassique :

- Toute l'épargne est investi ;
- Les rendements sont décroissants ;
- La substitution du capital au travail ;
- La concurrence empêche l'existence de rentes de monopole et de comportement price-maker.

Cette approche relève également plusieurs faits important :

—Le niveau de production d'un pays est déterminé par l'investissement par tête qui y est affecté. Tant que le niveau d'état stationnaire n'est pas atteint, un investissement supplémentaire est toujours générateur de croissance économique. Entre deux pays, celui qui investit moins, a une croissance moindre.

—La propriété de convergence tient à l'existence de rendement du capital décroissant (plus le niveau de départ du PIB par habitant est faible, plus le taux de croissance attendu est élevé). Le modèle de Solow délivre un message optimiste : tous les pays, qui fait un effort d'investissement, sont susceptibles de connaître une croissance économique. A long terme, on se dirige vers une convergence puisque tous les pays proches de leur état stationnaire connaissent une croissance plus faible que celle des pays qui en sont moins proche. Les

³⁴ Solow dans son article intitulé « *A contribution to the Théory of Economic Growth* » paru en 1956 dans The Quarterly Journal of Economics.

économies qui ont un niveau de capital par travailleur faible tendent à avoir des niveaux d'équilibre et de croissance plus élevés. Il s'agit d'une convergence conditionnée car les niveaux d'équilibre du capital et de la croissance par travailleur dépendent de la propension à épargner et du taux de croissance démographique.

—Le modèle de Solow prend en compte ce que l'on a coutume d'appeler la règle d'or. Cette dernière consiste à déterminer le taux d'épargne (s) associé au capital par tête (k) qui permet la plus grande consommation par tête à chaque instant. Ce taux d'épargne est tel qu'il conduit à une formation de capital dont la productivité marginale est égale au taux de croissance de l'économie. La règle d'or s'écrit alors : productivité marginale de capital (PMK)=taux de croissance économique. Si on suppose que le taux d'intérêt réel est donné par la PMK, la règle d'or devient : taux d'intérêt réel=taux de croissance économique. La règle d'or de Solow s'écrit : « la consommation par tête en régime semi stationnaire est maximale lorsque le capital par tête est tel que la PMK est égal au taux de croissance économique.

—Dans le modèle néoclassique, Solow y a introduit le capital humain sous toute ses formes (niveau d'éducation, d'expérience, santé). Si l'économie tend vers un ratio d'équilibre stable entre capital humain et capital physique, ce ratio peut au départ s'écarter de sa valeur de long terme. L'ampleur de cet écart affectera la vitesse à laquelle le produit par habitant se rapproche de son niveau d'équilibre.

Le modèle de Solow considère que la croissance économique par tête devait peu à peu diminuer et finir par cesser de progresser, par conséquent, en absence des innovations technologiques continues, la croissance cesse.

II.2- Nouvelles théories de la croissance : la croissance endogène

Depuis les années 1990, les nouvelles théories de la croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène. Pour pouvoir perpétuer la croissance, il faut changer constamment le sentier de croissance équilibrée et les conditions de ce changement sont regroupées sous l'appellation de progrès technique, une détermination qui relève de la nouvelle théorie de la croissance dite théorie de la croissance endogène initiée par Romer en 1980

II.2.1- Notion de la croissance endogène

L'approche de la croissance endogène intervient sur la limite qu'a connue le modèle de Solow, qui n'expliquait pas la croissance engendrée par le progrès technique. La théorie de la croissance endogène montre bien le rôle positif de l'échange extérieur sur la croissance économique souligné par une réallocation plus efficace, une meilleure productivité, grâce à l'accès à des nouvelles technologies, à la concurrence et les économies d'échelle dues par la possibilité d'étendre les débouchés. Cette théorie accorde une place importante aux exportations grâce à l'introduction de nouvelles technologies et le transfert de technologies dans le processus de production stimulera la croissance.

II.2.2-Les facteurs déterminants de la croissance endogène

La croissance est donc assimilée à un phénomène auto entretenu par l'accumulation des quatre facteurs qui sont la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public. Le rythme d'accumulation de ces variables dépend de choix économique, c'est pour cela qu'on parle de croissance endogène.

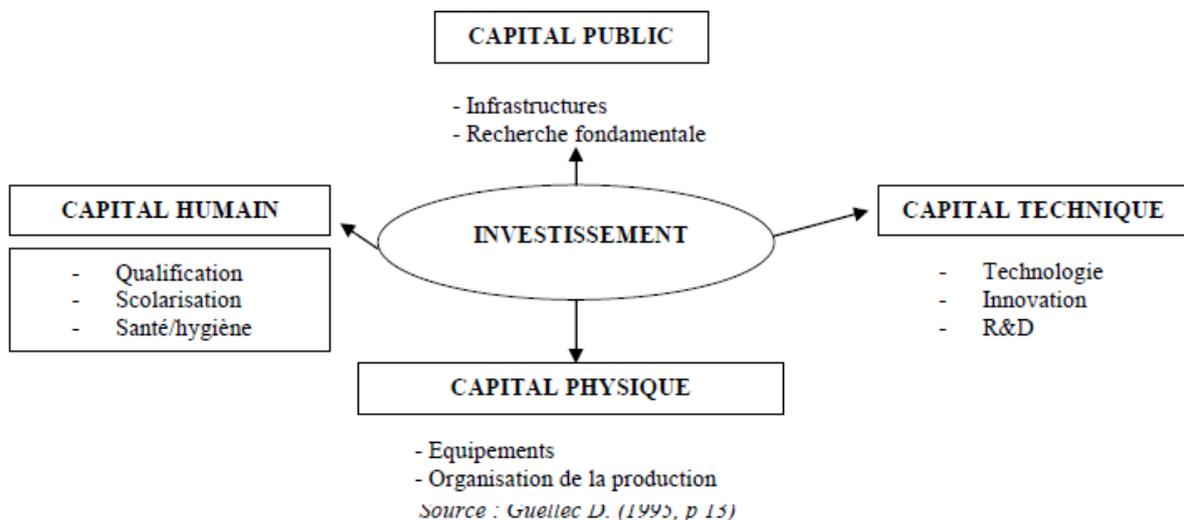


Figure 3: les facteurs déterminants endogènes de la croissance

II.2.2.1- le capital physique

C'est l'équipement dans lequel investit une entreprise pour la production de biens et services. Cependant Romer³⁵ a renouvelé l'analyse en proposant un modèle qui repose sur les phénomènes d'externalités entre les firmes : en investissant dans des nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa propre production mais également celle des

³⁵ Romer (1955) dans son article : « *Increasing and long run growth* » publié dans « *Journal of political Economy* » en octobre 1986

autres firmes concurrents ou non. L'explication à ce phénomène réside dans le fait que l'investissement dans cette nouvelle technologie est le point de départ des nouveaux apprentissages, on peut citer l'amélioration des équipements en places, les travaux d'ingénieries, l'augmentation de la compétence des travailleurs. Or ce savoir ne peut être approprié par la firme qui le produit. Il se diffère inévitablement aux autres firmes. L'investissement a un double effet : il agit directement sur la croissance et indirectement sur le progrès technique

II.2.2.2- La technologie (le capital technique)

Romer (1987), dans ce cadre le progrès technique résulte d'une activité délibérée de recherche et de développement (R&D). Le capital de connaissance s'accumule par l'investissement en recherche.

Cette théorie se focalise sur l'analyse des conditions économiques qui favorisent le changement technique. Pour Romer, le changement technique sera d'autant plus intense que les innovateurs espèrent en tirer un profit important. Si au travail et au capital utilisé, on ajoute des idées nouvelles génératrices de changement technique, tout sera modifié. Puisque contrairement au capital dont les rendements sont décroissants et au travail dont les rendements sont constants, les idées ont un rendement croissant : plus on s'appuie sur un stock d'idées importantes, plus on aura de nouvelles idées. Ainsi pour Romer, le rythme de croissance ne va pas en déclinant au fur et à mesure que l'on s'approche de l'état stationnaire, comme le prétendait Solow. Il dépend du nombre, de la propension et de la productivité des chercheurs, c'est-à-dire de la capacité des rendements décroissants de l'investissement matériel. La diffusion de la connaissance parmi les producteurs et les effets externes du capital humain évitant la tendance à la baisse du rendement de l'investissement et la croissance peut se poursuivre indéfiniment.

II.2.2.3- Le capital humain

Robert Emerson Lucas³⁶ ce principe constitue l'ensemble des connaissances, qualifications, aptitude d'un individu qui sont des facteurs de production durable. Ce caractère durable est productifs conduit à leur donner le nom de capital. Ce capital peut se transmettre de parent aux enfants et s'accumuler d'une génération à l'autre.

³⁶R. E. Lucas, « *Money and interest in cash-in-advance economy* », 1987

Le capital humain désigne l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur efficacité productive. Chaque individu est en effet, propriétaire d'un certain nombre de compétences, qu'il valorise en les vendant sur le marché de travail. Dans ce schéma, l'éducation est un investissement dont l'individu attend un certain retour. Il est alors naturel de souligner que la tendance plus que les pays occidentaux à un allongement de la durée moyenne de la scolarité est une cause négligeable de la croissance.

II.2.2.4- Le capital public

Robert Barro³⁷ (1990), les infrastructures publiques c'est-à-dire l'ensemble des facteurs de production qui ne sont pas privés, comme les réseaux routiers, l'éclairage urbain, la sécurité, sont des facteurs de production publics qui s'accumulent par les dépenses d'investissement public.

Il correspond aux infrastructures de communication et de transport, en fait c'est une forme de capital physique. Il résulte des investissements opérés par l'Etat et les collectivités locales. Le capital public comprend également les investissements dans les secteurs de l'éducation et la recherche. En mettant en avant le capital public, cette nouvelle théorie de croissance souligne des imperfections du marché, comme l'existence de situation de monopole, ces imperfections tiennent aux problèmes de l'appropriation de l'innovation. Du fait de l'existence d'externalités entre les firmes, une innovation se diffuse d'une façon ou d'une autre dans la société. La moindre rentabilité de l'innovation qui en résulte, dissuade l'agent économique d'investir dans la recherche-développement. Dans ce contexte, il pourra incomber à l'Etat de créer des structures institutionnelles qui soutiennent la rentabilité des investissements privés et de subventionner les activités insuffisamment rentables pour les agents économiques et pourtant indispensables à la société. S'il n'y a pas de tendance à l'épuisement de ces découvertes, les taux de croissance peuvent rester positifs à long terme. Dans ce cas, le taux de croissance à long terme dépend des actions des gouvernements (politique fiscale, respect des lois, fourniture de biens collectifs, ...).

II.2.3-Justification de la légitimité de l'intervention de l'Etat

Romer reconnaît cependant que le marché ne suffit pas à assurer une croissance maximale à long terme. L'Etat a un rôle important à jouer, non par le biais de la dépense

³⁷R. Barro « *Determinants of economic growth* » A cross-country empirical study, Cambridge, MIT press 1988, 157p

publique envers la recherche, mais venant au secours des innovateurs par le biais d'une fiscalité compensatrice (moins de taxation des bénéfices issus des produits nouveaux), des mesures juridiques incitant la recherche-développement et les externalités de connaissances, de mesures anticoncurrentielles non dissuasives. Ainsi avec ces différents capitaux, l'Etat a pour rôle de faire en sorte que tout le monde jouit des bénéfices. Une politique de formation et d'éducation mise en place par l'Etat améliore l'efficacité du capital humain. Concernant le capital technique, il doit participer dans l'accumulation technologique pour qu'une partie des connaissances technologiques reste une connaissance non brevetable et un avantage qui se forme à son entourage personnel.

La théorie de la croissance endogène a élaboré des nombreux modèles qui organisent rigoureusement ces vues. Nous constatons que l'explication simple du départ s'avère nécessiter des compléments de plus en plus complexes. Ils sont donnés par la théorie de la croissance. Le plus déconcertant avec la théorie de la croissance endogène c'est de montrer que l'on ne peut véritablement expliquer la croissance qu'en renonçant à la concurrence pure et parfaite.

Tableau 4 Tableau récapitulatif des théories de la croissance économique

MODELES	LES THEORIES DE LA CROISSANCE	ORIGINE DE LA CROISSANCE	CARACTERISTIQUES
Post-keynésien	Harrod (1936, 1948, 1960) Domar (1946, 1957)	Le taux de croissance est fonction du rapport entre le taux d'épargne et le taux d'investissement	Instabilité de la croissance
Néo-classique	Solow (1956, 1957, 1966)	Population et progrès technique exogène	Caractère transitoire de la croissance en l'absence de progrès technique
Théories de la croissance endogène	P. Romer (1986) R.E Lucas (1988) R. Barro (1990) Greenwood et Jovanovic (1990)	Capital physique, technologie, capital humain, capital public, intermédiaires financiers	Caractère endogène de la croissance, réhabilitation de l'Etat, prise en compte de l'histoire

Source : cours DIEMER, Economie générale, IUFM AU VERGNE

Dans cette première partie, nous avons pu voir les différentes théories relatives au commerce international et à la croissance économique. Les travaux théoriques ont montré que l'effet exact des exportations dépend de la structure et de la situation du pays au moment où le pays décide d'orienter sa politique économique vers l'extérieur. En outre ces contraintes, la nouvelle théorie du commerce international et la théorie de la croissance endogène avantagent plus les exportations que les importations. Donc en tout, les travaux théoriques ont trouvé que l'hypothèse que les exportations peuvent entraîner une croissance économique est valide et applicable mais avec une certaine condition. De par cela, essayons de voir le cas de Madagascar, si la grande Ile adhère à cette même hypothèse. Un fait qui sera répondu dans la prochaine partie qui suit.

PARTIE II : ANALYSES EMPIRIQUES

Les études théoriques permettent de penser que le commerce extérieur a joué un rôle important dans le décollage et le développement de plusieurs pays. Basé sur la supposition, la recherche d'une relation entre le commerce extérieur et la croissance économique doit prendre en compte les études sur l'évidence d'un lien entre l'exportation et la croissance économique.

Madagascar figure parmi les pays les plus pauvres au monde, mais malgré cette situation économique défavorable, l'hypothèse que les exportations peuvent entraîner la croissance économique a peut être une signification importante mais ignorée pour le cas de Madagascar. Cette partie nous permettra de déterminer avec exactitude la validité et l'applicabilité de cette hypothèse.

Une partie qui répondra au problème qui se pose tout au long de ce travail de recherche. On a divisé en trois chapitres cette partie, le premier consistera à faire connaître exactement la situation économique de Madagascar. Le second, montrera empiriquement si la théorie selon laquelle les exportations peuvent entraîner la croissance économique est valide pour un pays pauvre économiquement.

CHAPITRE I : RESULTATS DES RECHERCHES

Ce chapitre présentera deux sections la première exposera une brève historique du commerce extérieure et de la croissance économique, la seconde contiendra la situation économique de Madagascar.

SECTION I : BREVE HISTORIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MALAGASY

Afin de mener à bien notre étude sur le lien entre exportation et croissance économique à Madagascar, la définition du cadre dans lequel évoluent ces exportations est incontournable. Pour cela qu'il est présenté dans cette première section un bref rappel de l'historique du commerce extérieur et de la croissance économique à Madagascar

I.1-Généralité de l'évolution du commerce extérieur de Madagascar

Généralement, le commerce extérieur de la grande île est marqué par un déficit chronique de sa balance commerciale. Ce déséquilibre commercial est un fait ancien. Depuis plus d'un siècle le commerce extérieur malagasy a présenté un solde positif que pendant quelques années.

Il s'agit de celles précédant ou suivant les grands conflits mondiaux, à savoir les deux grandes guerres mondiales (intense activité dans les secteurs de l' « approvisionnement » à la veille de ces crises internationales, obligeant de la part des nations européennes et/ou américaines de gros achats afin de constituer d'importants stocks et la reconstitution de ceux-ci au lendemain des guerres). Le retour à une situation économique internationale normale a toujours fait réapparaître le déficit. Ce dernier vient du fait que les produits de la vente des biens et services échangeables de Madagascar sur le marché international ne couvre qu'une partie ses besoins d'importations. En effet, la gamme des produits vendus par Madagascar à l'étranger est très caractéristique d'un pays faiblement industrialisé qui n'exporte que des produits bruts issus de son sol ou de son sous-sol, tandis que le pays doit acheter sur le marché international, non seulement les matières premières (surtout les combustibles) et les biens d'équipements nécessaires au développement industriel, mais aussi certains produits alimentaires et de consommation pour les besoins de la population.

Depuis 1975, l'évolution de l'exportation de Madagascar a été irrégulière et a connu de fortes amplitudes. Ainsi, de 1975 à 1985, Madagascar a enregistré globalement une baisse continue de ses exportations. Cette dégradation a été considérée comme le résultat de l'application des politiques macroéconomiques incohérentes qui a engendré une baisse de la compétitivité sans précédent de l'économie nationale. Toutefois, l'amplitude de la variation durant cette période a été moyennement faible.

Après l'adoption de Madagascar de la politique d'ouverture économique dans le milieu des années 80, l'exportation a retrouvé sa vigueur, mais son évolution en dent de scie continue et l'amplitude de sa variation s'agrandit. Ainsi, l'exportation a commencé à se développer dans les années 90. Cependant, c'est surtout à partir de l'année 2000 qu'un signe d'intensification des échanges de Madagascar avec l'extérieur est observé. Parallèlement à cette évolution, le déficit commercial du pays se creuse. Ce déséquilibre s'est notamment accentué depuis 2004, suite, entre autre, à la hausse des prix de l'énergie, à la hausse des prix alimentaires sur le marché international (crise alimentaire), aux effets consécutifs de la détaxation de certains biens d'équipement, à la mise en place des grands projets miniers et à la crise sociopolitique depuis 2009.

I.2-Généralité sur la croissance économique à Madagascar

Depuis 1975, le taux de croissance de Madagascar, à l'instar des pays d'Afrique, connaît une évolution non régulière, montrant que le pays a du mal à trouver un sentier de croissance durable. Pourtant, la courbe de tendance indique une croissance positive mais lente pour la période sous revue.

Ainsi, au cours de la sous-période 1975-1982, Madagascar a connu un taux de croissance moyen négatif, malgré l'effet de la politique de l'investissement à outrance de 1979, entraînant un taux exceptionnel de 9,8%. Cette sous-période s'est caractérisée par la mise en place d'une économie administrée, qui se manifeste par la fixation des prix et l'implication forte de l'Etat dans l'activité économique.

De 1983 à 1987, Madagascar a enregistré une croissance économique moyenne de -1,4%, mais largement inférieure au taux de croissance moyen de la population d'environ 2,8%. Durant cette période, l'Etat a commencé à se désengager de l'activité économique suite à la mise en œuvre d'une politique de stabilisation et d'un Programme d'Ajustement Structurel (PAS), négociés avec les bailleurs de fonds.

De 1988 à 1990, le pays a commencé à collecter les fruits des mesures prises consécutives à la mise en place d'une économie de marché et à l'ouverture économique avec l'extérieur. L'économie malagasy a renoué avec la croissance qui a atteint une moyenne de +3,5% sur cette sous-période. Cependant, la crise politique de 1991 a plongé de nouveau le pays dans une récession.

Ce bouleversement de l'économie ne s'est arrêté qu'en 1995, à la suite de la mise en place en 1994 de la politique de « flottement » de la monnaie nationale, entraînant une perte de plus de 50% de sa valeur. Finalement, à partir de 1996, le pays a connu un début de croissance économique forte, mais malheureusement freinée par les deux crises de 2002 et de 2009.

SECTION II : SITUATION ECONOMIQUE MALAGASY

Sur une scène internationale la biodiversité, la diversité climatique, des ressources naturelles insondables, une main d'œuvre abondante et à bon marché justifient la possibilité d'une stratégie de croissance tirée par les exportations à Madagascar. Malheureusement, le niveau de développement actuel des exportations malgaches est encore faible, de nombreux ancrages devant encore être résorbés.

II.1-Structure de l'économie malagasy

En ce moment, c'est le secteur tertiaire qui assujetti l'économie malagasy dans lequel trois branches d'activités le constitue tel que les services, le commerce et le transport.

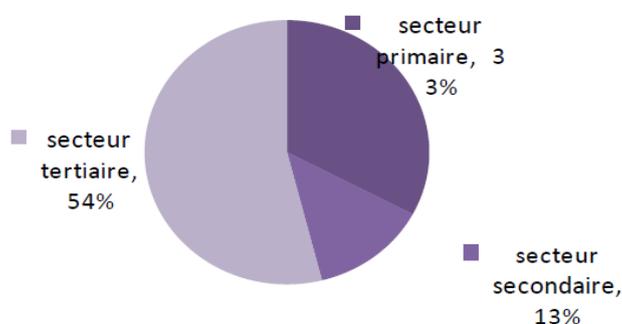


Figure 4 : Structure de l'économie de Madagascar

Source : INSTAT, « Rapport économique et financier en 2013 à 2014 », p 34.

Ce graphe nous permet de dire qu'il y a une insuffisance de production réelle dans l'économie malgache, cette dernière est dominée par le secteur tertiaire qui occupe 54% de la valeur ajoutée nationale dans laquelle le commerce domine (70% de la valeur ajoutée du secteur). Le secteur primaire 33% est constitué principalement par les produits alimentaires, de l'élevage, de la pêche et de la sylviculture. Et pour le secteur secondaire avec 13%, constitue par la ZFI (Zone Franche Industrielle).

De ce fait, afin de mettre en exergue ce constat, il faut qu'une condition doit être imposé, pour qu'un produit soit potentiellement exportable, il faut qu'il satisfasse d'abord la demande intérieure (la théorie de la demande représentative de LINDER). Cette théorie suppose que le support du marché domestique doit être suffisant pour permettre la mise en place de structure de production efficace. Ce qui permet d'entrer par la suite dans la structure de l'exportation malgache.

Tableau 5 : Parts de la population active dans les secteurs d'activités

	Population active	PIB
Secteur primaire	81,5	38
Secteur secondaire	5,1	13
Secteur tertiaire	13,5	49

Source : INSTAT, 2010

D'après ce tableau, on sait que plus de 80% de la population active malagasy s'exercent dans le secteur primaire et c'est le secteur tertiaire qui emploie 13,5% de la population active. Même si c'est le secteur primaire qui l'emporte sur le nombre de la population active occupé, en termes de PIB c'est le secteur tertiaire qui occupe la place majeure. Quant au secteur secondaire, le problème d'industrialisation persiste toujours à Madagascar, c'est pour cela que sa part sur le PIB est moindre que les deux autres secteurs et que la population active travaillant sur ce secteur est seulement 5,1%.

II.2-Importance de l'agriculture dans l'économie malagasy

L'agriculture tient une place primordiale dans l'économie Malagasy vue que Madagascar est un Pays à vocation agricole (théorie de l'avantage absolu d'A. Smith). Son secteur agricole contribue près de 30% au PIB du pays (43% si l'on y intègre l'agroalimentaire) et emploie 80% de la population active. Les populations rurales pratiquent une agriculture essentiellement vivrière où le riz joue un rôle prépondérant. Il existe toutefois quelques cultures de rente : litchis, vanille, épices,... procurant des recettes d'exportation. En 2015, Madagascar compte environs 23 040 065 d'habitant (INSTAT) pour une superficie de 587 041 km², 65% de la population active se trouve en zone rurale (Banque Mondiale) et ça ne cesse de diminuer à cause de l'exode rural. Et 80% de la population malagasy se trouve dans le secteur agricole. L'agriculture constitue la principale activité à laquelle s'associent le plus souvent de petites exploitations surtout orientées vers l'autosubsistance. Elle fournit la principale source de revenu de la population rurale qui en consacre 70% pour les dépenses alimentaires.

La superficie de Madagascar est de 587 040 km², la terre est le premier facteur de production dans le domaine agricole car plus un pays possède de terre plus il est possible d'étendre son agriculture. La surface agricole potentielle pouvant se prêter aux grandes cultures et aux zones de pâturage est estimée à plus de 35 millions d'hectares. La superficie physique des exploitations agricoles, estimée à 2 083 590 ha, a connu une légère augmentation de 0,9% en 20 ans.

Tableau 6: Part du secteur agricole dans le PIB (Unité milliers d'Ariary)

Années	2001	2006	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	774,3	835,45	954,408	921,557	927,669	941,155	883,533	912,307
Agriculture	343,9	394,25	469,30	466,58	460,85	478,28	417,11	435,98

Source: rapport de l'INSTAT sur le PIB du secteur agricole de Madagascar en 2015

D'après ce tableau, on voit que l'agriculture tient une place importante dans le PIB. Avec une augmentation annuelle depuis 2001 jusqu'en 2009 le PIB a apporté 125.4 milliers d'Ariary au PIB national. Suite à la crise de 2009, il y a eu une diminution de cette part mais ça a augmenté dans les années suivantes.

II.3-Croissance économique

Les résultats positifs au niveau des trois secteurs de l'économie conduisent vers un taux de croissance de 4,1% du PIB en 2016. La relance de l'économie est induite par le retour de confiance des Partenaires Techniques et Financiers, conjugué aux mesures prises au niveau de tous les secteurs.

Le secteur primaire affiche un taux de croissance de 2,2% basé principalement sur la performance de la branche Agriculture de 2,8%. En effet, la mise à l'échelle industrielle progressive et la condition météorologique favorable ont été des éléments déterminants pour le développement de cette branche. A cela s'ajoute la priorisation de l'agriculture dans les mesures prises par l'Etat. Il s'agit notamment de la réhabilitation et la construction d'infrastructures hydro-agricoles, de l'octroi de semences améliorées et matériels agricoles. Concernant les autres branches de ce secteur, l'«élevage et pêche» et la «sylviculture» ont des taux de croissance respectifs de 1,9% et de 1,0%.

Ces performances sectorielles découlent des actions de réorganisation, du renforcement de la surveillance des maladies animales et celle des pêches, et de la poursuite de manière intensifiée des actions de lutte contre le trafic de bois précieux et des autres richesses naturelles du pays. A cet effet, une loi relative à la mise en place de la chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et d'ébène a été adoptée.

Le secteur secondaire, quant à lui, est favorisé par le retour de l'AGOA, par la réouverture de quelques unités productrices de sucre, et par l'augmentation des demandes en construction induite par la tenue des Sommets du COMESA et de la Francophonie. Ce secteur progresse de 5,2% en 2016 et peut compter sur les résultats de plusieurs branches, à savoir la ZFI (9,4%), l'« Agro-industrie » (6,4%) l'« Industrie du bois » (6,4%) et l'« Industrie métallique » (6,4%). Par ailleurs, la performance de la branche « Industries extractives » est limitée à 5,0% à cause de la baisse des cours mondiaux du Nickel et du Cobalt.

Pour le secteur tertiaire, le taux de croissance est de 4,9%. Quatre branches sont principalement à l'origine de cette hausse : « auxiliaire de transport » liée aux activités des agences touristiques (5,5%), BTP (13,6%), « Assurances » (5,7%) et « Banque » (8,1%). En 2016, plusieurs initiatives du Gouvernement ont porté leurs fruits et ont contribué à la croissance du secteur tertiaire. Les actions majeures se sont surtout portées sur la promotion de la « destination Madagascar », sur la sortie de la compagnie aérienne nationale Air Madagascar de l'Annexe B de l'Union Européenne à la fin du premier semestre de 2016, sur l'augmentation du niveau de protection des aéroports, et enfin sur l'octroi des permissions pour quelques compagnies aériennes étrangères de desservir l'espace aérien malagasy.

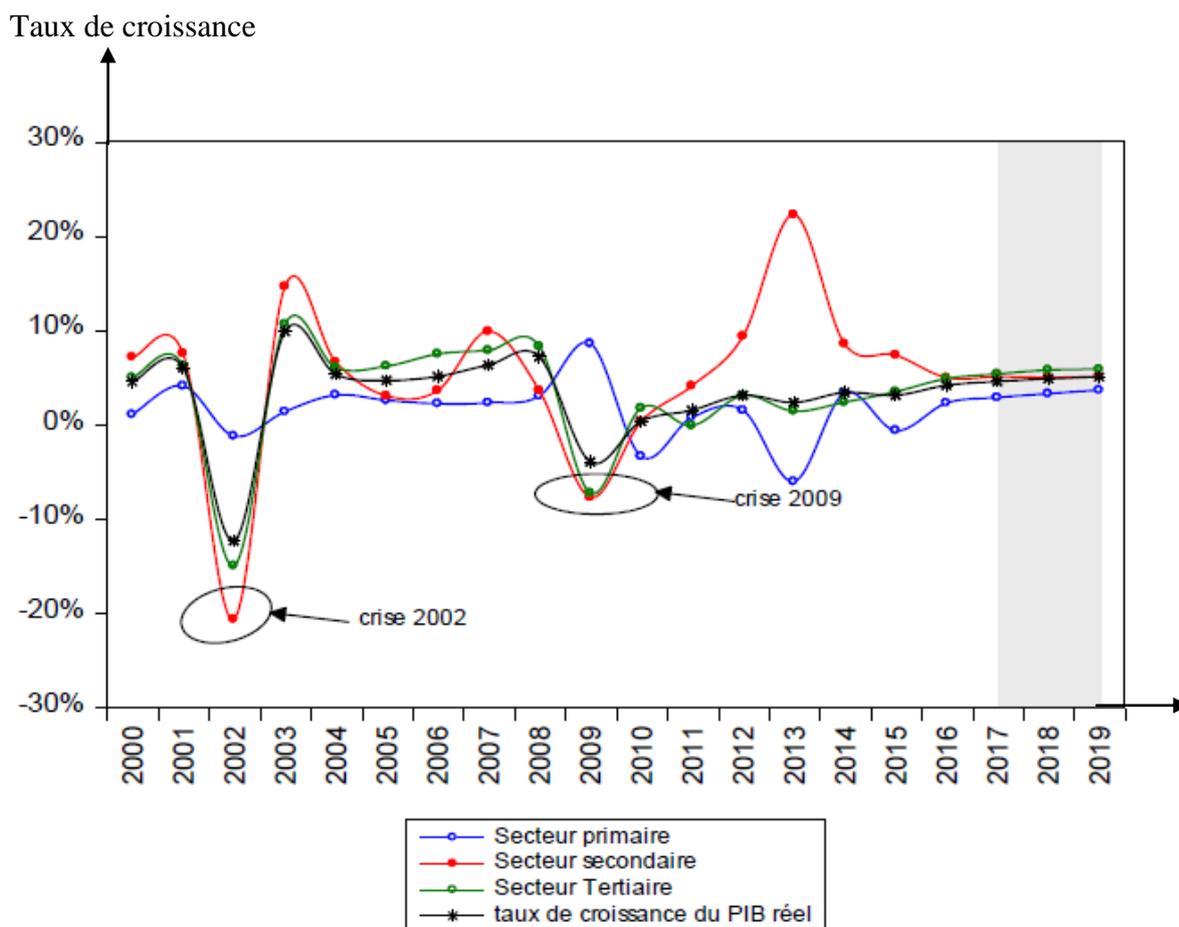


Figure 5: Evolution du taux de croissance par secteur
 Source : MFB/SG/DGB/DSB, document de performance

II.4-Structure de l'exportation malagasy

Parler des exportations c'est penser à des échanges avec les extérieurs; l'intégration aux marchés mondiaux est actuellement incontournable et constitue un facteur qui stimule la croissance économique. Il est important d'augmenter la production nationale pour satisfaire la demande intérieure et de développer par la suite la vente vers l'extérieur. Pour faire face aux exigences des marchés internationaux et pour affronter les concurrences qui deviennent de plus en plus rudes, des efforts s'avèrent nécessaires à entreprendre en vue d'atteindre l'objectif visé.

Actuellement, l'exportation malagasy est constituée principalement, des produits pétroliers et miniers, des produits agricoles et alimentaires, des articles manufacturés. Dans cette partie, on met l'accent sur les produits primaires qui sont pour le cas de Madagascar composés de produits alimentaires et de produits pétroliers.

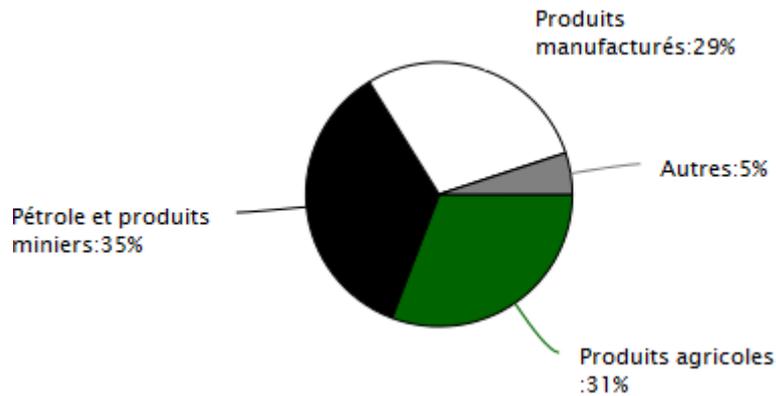


Figure 6 : Structure de l'exportation en 2015 (en valeur)

Source : INSTAT, 2010

Ce graphe montre que l'exportation de Madagascar se tourne de plus en plus vers le pétrole et les produits miniers avec une part de 35% de l'exportation totale. On rencontre alors une évolution divergente du fait que 80% de la population se refoule vers le secteur primaire alors que la production et/ou l'exportation de ses produits ne croit que lentement ou plutôt ne croit pas. Et dans l'autre cas, 29% de l'exportation provient des produits manufacturés, alors que la part de ce dernier dans le PIB (13%) reste faible. Cette situation est due à la théorie d'HOS qui stipule qu'un pays doit exporter des produits auxquels il a une abondance factorielle relative par rapport à son partenaire et on sait que Madagascar présente une abondance en mains d'œuvres non qualifiés.

II.4.1- l'évolution des exportations à Madagascar

L'exportation des biens et services représente l'une des plus importantes sources de revenus des échanges extérieurs car elle peut atténuer la pression de la balance des paiements et créer des opportunités d'emplois. C'est grâce à l'augmentation de l'exportation qu'il existe un accroissement de la capacité de production des biens et services qui peut concurrencer sur le marché mondial, en utilisant les avancées technologiques et de fournir les besoins de l'échange extérieur par l'importation.

Exportations de biens et services (% du PIB), Madagascar

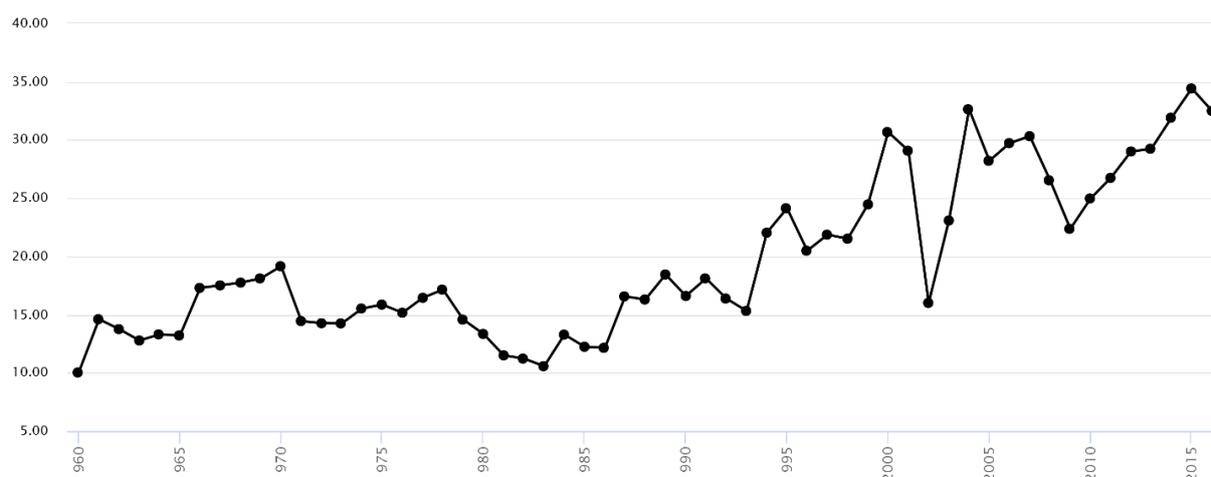


Figure 7 : Parts des exportations des biens et services sur le PIB

Source : Banque mondiale, Perspective monde

Cette figure nous montre que les exportations constituent une part importante du PIB, la chute 2002 est due à la crise politique, la chute de 2009 est moins forte de celle de 2002, mais elle est aussi causée d'une crise politique. Cette figure montre aussi que plus on exporte, plus la part de cette exportation sur le PIB sera forte.

I.4.2-Principaux problèmes des exportations malagasy

Les problèmes rencontrés par les exportations malagasy sont principalement dus à des contraintes d'origine interne. Ces problèmes étant surtout le manque de diversification des produits et des marchés de destination, des problèmes d'instabilité politique et d'incertitude, les problèmes d'asymétrie d'information et d'accès aux marchés.

I.4.2.1-La vulnérabilité aux chocs externes

Première conséquence du manque de diversification des produits et des marchés ; la vulnérabilité aux chocs externes est le talon d'Achille des exportations malagasy. C'est d'ailleurs le cas pour la plupart des pays africains. La crise financière de 2008 a par exemple mis en évidence l'ampleur de ce problème. En effet, cette crise a entraîné une baisse de la demande d'exportations de la part des consommateurs des pays industrialisés. Cette baisse de la demande s'est répercutée sur le cours des matières premières. Pour ce qui est du cas de Madagascar, ses exportations ont globalement chuté de 12% entre 2008 et 2009. La chute a été plus marquée pour les produits comme la crevette (19%), le chrome (40%), la vanille (89%).

Les exportations de textile ont aussi chuté surtout à cause de la suspension des tarifs préférentiels de l'AGOA (African Growth Opportunity Act). Il s'agit principalement des exportations malagasy vers les USA concernant le secteur de la confection, de la pêche et de l'agro-business.

I.4.2.2-L'instabilité politique et décision d'investissement

Avec un cycle d'un peu près de 10 ans, le retour incessant des crises politiques influe négativement sur l'évolution des exportations du pays. Face l'incertitude liée à une telle crise, les entrepreneurs deviennent réticents à investir. Cette incertitude retarde le processus de maturation des industries en limitant leur gain de compétitivité et à terme, leur capacité à exporter sur les marchés internationaux. La précarité des marchés, de la sécurité et de la politique économique inquiètent aussi les entreprises.

I.4.2.3-Le manque d'infrastructures

Les entreprises malagasy souffrent d'un important manque d'infrastructures : d'infrastructures de télécommunication, de transport (routes, ports, aéroports, etc.), d'accès à l'énergie. Ce problème d'infrastructures est d'autant plus grave pour les ZFI et les grandes entreprises. Ce manque d'infrastructures fut la cause du déplacement de certaines ZFI à Maurice.

I.4.2.4-Les contraintes quant aux financements et à l'accès au financement bancaire

Les banques malagasy octroient difficilement des prêts. En outre, l'importance des coûts du recours au financement bancaire les rend inaccessibles à la majorité des opérateurs. Ajouté à ce problème, les coûts de production élevés. Pour l'essentiel, ce sont les coûts de transport, les frets, les terrains, l'énergie, la communication, etc.

II.5-Balance commerciale

Par ces différents problèmes, la balance commerciale malagasy est marquée par un déficit chronique. Cette situation correspond à une dégradation des termes de l'échange. Trouver un équilibre de la balance commerciale pour un pays est une chose difficile à faire. Par définition, le solde commercial est la différence entre les exportations de marchandises et les importations de marchandises à une date donnée. Quand cette différence donne une valeur négative, on parle de solde négatif, il y a un déficit commercial. Ce dernier constitue une des caractéristiques communes pour la majorité des pays en développement comme Madagascar. La Grande Ile, depuis des années, a connu un déficit commercial, on n'a pas beaucoup exporté par rapport à ce qu'on a importé.

Tableau 7 : Balance commerciale malagasy de 2012 à 2016

	2012	2013	2014	2015	2016
EXPORT M/CAR (EN MILLIERS USD FOB)	1 224 514	1 626 889	2 243 190	2 164 461	2 256 405
IMPORT M/CAR (EN MILLIERS USD CAF)	2 658 987	2 699 415	3 354 796	2 960 905	2 965 336
BALANCE COMMERCIALE	- 1 434 473	- 1 072 526	- 1 111 606	- 796 444	- 708 931

Unités : En Milliers de Dollars Américain (tous produits confondus)

Sources : Tableau élaboré par DPEE/SPE à partir des données de TradeMap, ITC Genève

D'après ce tableau, on voit une grande différence entre ce qu'on a importé et ce qu'on a exporté. Les valeurs des produits exportés par Madagascar sont loin d'être égales aux valeurs des produits que nous importons.

En 2012 à 2013 : l'intrant des importations s'est augmenté de 2 658 987 à 2 960 905 et l'exportation a accumulé aussi de 1 224 514 à 2 164 461, en 2014, Madagascar a connu une accumulation importante sur l'importation, ceci est passé jusqu'à 3 354 796 (l'augmentation de l'importation malagasy illustre la théorie d'échange inégal de J.Bagwati, E.Arghiri nuancée sur le phénomène de « croissance appauvrissant »), mais malgré cela, le déficit de la balance commerciale s'est diminué de -1 434 473 à -796 444 en 4 ans.

En 2016 : Toutefois, l'intrant des produits importés n'a pas diminué d'ampleur pour Madagascar, mais l'exportation a connu une hausse sur le commerce international, ceci peut s'expliquer par l'application des normes et la qualité des produits malagasy.

CHAPITRE II : DISCUSSIONS

Dans ce chapitre nous allons discuter et vérifier les différentes théories et les résultats trouvés par ceux qui ont fait une étude sur la même thématique avant.

SECTION I : PAR RAPPORT AUX THEORIES

Par la suite on va discuter les différentes théories selon l'impact du libre-échange, le faible intervention et le progrès technique sur le secteur agricole à Madagascar.

I.1-Impacts du libre-échange à Madagascar

D'après les théories traditionnelles du commerce international (théorie de l'avantage absolu, théorie de l'avantage comparatif, théorie de HOS), le libre-échange devrait aboutir à une croissance économique et amélioration du bien-être de la population d'un pays. Elles ajoutent également que les économies plus ouverts tendent à croître plus vite.

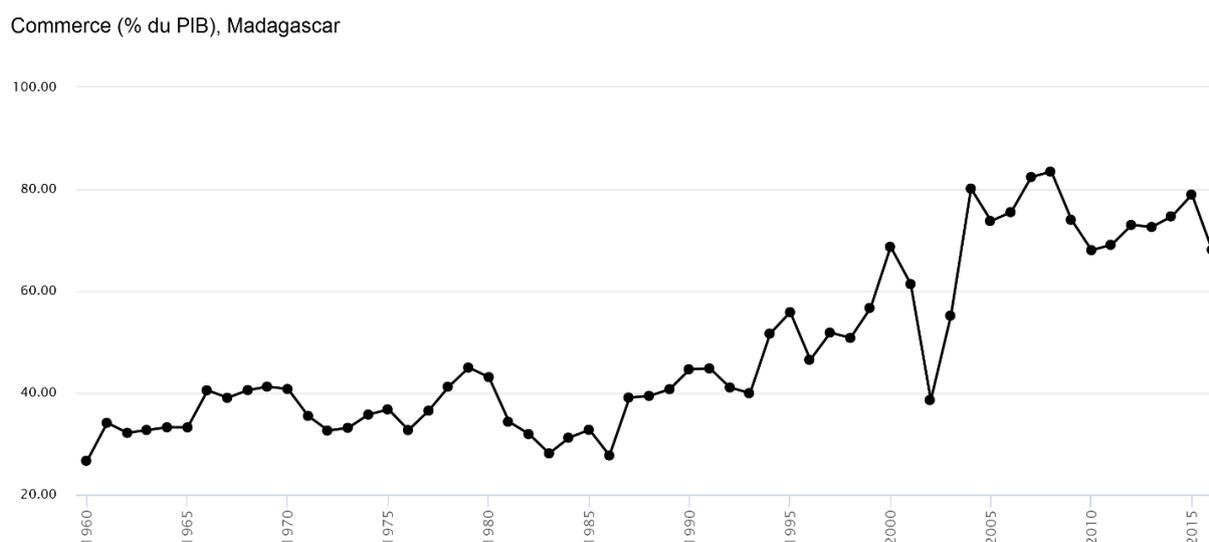


Figure 8 : Evolution du commerce de Madagascar

Source : INSTAT, 2015

Cette figure nous permet de constater l'évolution de la part du commerce sur le PIB de Madagascar, d'après cette figure les échanges extérieurs de Madagascar se multiplient, c'est-à-dire qu'il est de plus en plus ouverts aux échanges internationales. Aujourd'hui le commerce extérieur occupe une majeure partie du PIB du pays. La chute de cette courbe en 2002 est due à la crise politique qui a entraîné la détérioration de l'échange. D'après cette courbe les théories traditionnelles du commerce international sont vérifiées, ces théories qui prônent l'ouverture du commerce et la spécialisation internationale semblent alors bénéfiques

pour Madagascar, mais ces bénéfices semblent être insuffisants pour favoriser l'économie malagasy tout entière.

I.2-Faible intervention de l'Etat

Même si le pouvoir public a fait des accords commerciaux avec des pays extérieurs, les entrepreneurs malagasy ont du mal à se connecter ou à avoir des informations avec ces pays. Nous avons constaté que très peu d'entreprises malgaches accèdent facilement aux informations sur les conditions des marchés internationaux et aux réseaux d'information. Les petites et moyennes entreprises, ainsi que les nouveaux entrants n'ont pas les moyens d'explorer de nouveaux marchés, et ne disposent des réseaux indispensables pour identifier les acheteurs sur ces marchés et tisser les liens nécessaires de confiance dans la durée. Des initiatives ont été déjà faites, jusqu' à aujourd'hui, pour combler ces lacunes. Ces efforts sont dispersés entre les agences publiques et privés, sans coordination ni concertation. Quant au plan institutionnel, le rôle joué par le gouvernement dans les activités de promotion des exportations demeure mal défini. D'un côté, le service des exportations au niveau du Ministère du commerce se présente comme une petite structure, à un personnel réduit et un budget de fonctionnement limité. Quant au niveau sectoriel, nous constatons les mêmes limites : les activités de promotion des exportations restent très peu développées dans les ministères comme ceux de l'Agriculture, de la Pêche et des Mines. De l'autre côté, les autorités n'assument pas vraiment leur rôle de coordinateur, les agences ne travaillant pas vraiment ensemble même lorsqu' elles émanent du même Ministère. De ces faits, l'application de la théorie de la croissance endogène est limitée à Madagascar vue que l'intervention de l'Etat y est restreinte.

I.3- Le progrès technique sur le secteur agricole

La majorité population malagasy est pour l'essentiel des paysans, des agriculteurs. La faible productivité constitue une des principales causes de la faiblesse du développement des exportations malagasy. En raison de l'importance du secteur agricole et halieutique dans le pays, des produits frais et périssables constituent une grande partie des exportations malagasy. Or, en ce domaine, le respect des normes et des standards requis par les marchés internationaux s'impose pour convaincre les acheteurs et les consommateurs de ces marchés. Les agriculteurs malagasy n'arrivent pas à respecter les normes internationales puisqu'il n'y a pas de sensibilisation ou des formations pour les paysans.

En ce qui concerne les moyens utilisés aux contrôles de qualité et d'hygiène : à Madagascar, le tissu industriel et agricole sont surtout constitués de petites entreprises, qui ne disposent guère des moyens de développement et d'assurer de manière autonome des contrôles de qualité et d'hygiène .Ces derniers sont extrêmement coûteux, c'est pour cela que les entreprises malgaches ont des difficultés à surmonter ce problème.

Le non contrôle de qualité ainsi que le non respect des normes internationales va de ce fait entraîner la diminution des productions exportables. Cette dernière peut être aussi due à la destruction de production, ou la démobilisation des paysans producteurs. En se référant à ces faits illustrés, l'impact de la théorie néo-technologique de R. Linder, de celle de Solow ainsi que celle de la croissance endogène semble être insignifiant sur le secteur agricole malagasy, vu que ce dernier présente moins de progrès technique et technologique et que la population engagée dans ce secteur présente un niveau d'éducation faible voire inexistant (capital humain non performant).

L'Etat peut réduire les risques y afférentes et renforcer l'accès à des nouveaux marchés internationaux. Les interventions permettent aux exportateurs malagasy d'augmenter la capacité de production plus attractive à travers les subventions pour encourager l'activité de l'exportation et d'assurer les règlements techniques des produits exportés afin d'obtenir la confiance, ce qui est primordial pour les consommateurs étrangers. Alors, l'Etat joue un rôle important de l'accès des nouveaux marchés internationaux, les interventions massives par les subventions, emplacement des laboratoires pour analyser les produits exportés, appui des organismes des normes pour motiver les exportateurs malagasy, par les diffusions des informations sur les règlements techniques et les normes.

SECTION II : PAR RAPPORT AUX REVUES DE LA LITTERATURE

MAROVELO CELESTE Ghislaine Josie (2006) et RANAIVO-JAOFERA Ambinintsoa (2007) ont étudié les effets du libéralisme économique à Madagascar. Ils ont trouvé que durant la période d'ouverture de Madagascar le revenu par habitant a crû nettement et une croissance économique a été observée. Mais malgré cela, le faible dynamisme des exportations n'arrive pas à contrebalancer la progression des importations, ce qui explique la chronicité du déficit de la balance commerciale. A partir de leur étude on peut déduire que des stratégies claires et réalistes sont donc à mettre en œuvre pour que le commerce international malagasy puisse réellement contribuer au développement économique du pays. Actuellement ces résultats sont toujours d'actualité, l'ouverture du commerce

malagasy est bénéfique pour le pays mais cette bénéfice ne couvre pas la pauvreté existante, Madagascar appartient toujours au pays les plus pauvres.

BAORINEVA Larissa, en 2010, et RAKOTODRAZAFY Tsanta Andrianina, en 2015 ont étudié l'impact du commerce international sur le développement d'un pays en développement. D'après son étude on constate qu'à l'issue du commerce international, des pays en développement comme Madagascar peut tirer profit de la mise en place et de l'instauration du commerce international par le biais du libre-échange, d'un côté, qui permet la consommation à choix multiple, avec un prix relativement bas et l'introduction du concurrence accouchant sur l'amélioration des produits internes, de l'autre côté. Mon étude sur ce sujet présente le même résultat du fait qu'il n'y a pas assez d'innovations sur le commerce extérieur de Madagascar.

RAZAFINDRAFITO Tojo Andriantseheno, en 2007 et RAZAFINDRAHAINGO Nydiane Claudia, en 2010 ont étudié la promotion de l'exportation à Madagascar. Les résultats trouvés à l'issue de leurs études ont montré que la connaissance des principaux textes qui régissent l'exportation s'avère nécessaire pour promouvoir l'exportation, et que les principaux obstacles au développement des échanges sont plutôt dus à des contraintes internes, telles que le manque d'informations sur les débouchés étrangers, le manque d'infrastructures, le problème d'accès au crédit, qu'à l'environnement international. Les résultats de leurs études concordent avec les miens.

RAVELOSON Andriatsilavina Radomalala et ROLLAND Jennyfer, en 2010, ont étudié la relation existante entre exportation et croissance économique. Après leur étude, on peut en déduire que la relation entre l'exportation et la croissance montre que les politiques de réforme économique et l'accès aux marchés mondial aidera l'économie à réallouer les ressources productives utilisées, et que pour pouvoir tirer profit de cette relation il faut promouvoir la production, la coopération avec les pays extérieurs et la stratégie d'insertion nationale, il faut connaître les biens demandés par l'extérieur, mettre en place des nouvelles agences qui assurent la relation avec les clients étrangers ainsi qu'un meilleur accès des entreprises avec leurs produits tant bien que ce soit sur le marché international ou national. Les résultats issus de leur étude sont vérifiés par les études que j'ai faites concernant ce sujet.

ELIE, en 2017, a étudié la situation de Madagascar face au libre-échange. Les résultats issus de cette étude montrent que l'adoption des accords de libéralisation des échanges présente des impacts économiques et commerciaux positifs pour Madagascar telle que l'entrée des IDE, qui a engendré des créations d'emploi grâce à l'implantation de FMN, et l'intégration économique régionale qui a apporté des avantages. Cette étude a aussi permis de déduire que l'évolution des échanges est marquée par la forte progression des secteurs miniers qui lui a permis de tenir la première place dans l'exportation telle que le nickel et le cobalt des échanges actuels. Ces résultats sont identiques à la recherche qu'on a menée à l'élaboration de cet mémoire.

RAZAFIMANITRA Flavien, en 2015, a étudié le rôle des exportations sur la croissance. Les résultats de son étude ont montré que les théories des exportations peuvent entraîner la croissance économique et elles sont vraies pour le cas de Madagascar bien que la grande île figure parmi les pays les plus pauvres du monde. Ces résultats sont pareils que les miens, les exportations entraînent une croissance économique malagasy mais cette croissance ne permet pas d'absorber toute l'économie malagasy toute entière.

CHAPITRE III : LIMITES ET RECOMMANDATIONS

Lors de l'élaboration de ce mémoire, il y avait eu plusieurs contraintes comme le manque de temps puisque les séances d'encadrements avec les encadreurs se déroulaient en même temps que la préparation des examens. L'épidémie de Peste a posé aussi un grand problème puisqu'il a ralenti mes recherches : les bibliothèques ont été fermées pendant plus d'un mois, d'où le manque de livres et d'ouvrages économiques à mon mémoire. Le manque et la difficulté de trouver des données récentes présentent aussi un majeur problème durant l'élaboration de ce mémoire.

Certes chacun a ses responsabilités et ses priorités mais le responsable pourrait séparer la date des examens et la recherche pour bien gérer le temps pour la préparation de l'examen et le mémoire. Il faut appuyer le financement des étudiants pour achever leur recherche. Le Ministère du commerce et de la consommation publique pourrait ouvrir un centre de documentation comme celui de l'INSTAT pour faciliter les recherches d'informations des étudiants.

CONCLUSION

Pour conclure selon les études théoriques, le commerce extérieur a joué un rôle important sur le développement économique dans un pays. En principe, la recherche d'une relation entre le commerce extérieur et la croissance économique doit prendre en compte les études sur l'évidence d'un lien entre l'exportation et la croissance économique. Alors, Madagascar admet les intérêts plus favorables à l'économie ouverte à travers la mobilisation de secteur exportation. Car, ce secteur consiste à inclure l'amélioration du gain productivité et l'introduction de l'extension des marchés dans son processus de production. Par rapport cela, les théories que les exportations peuvent entraîner la croissance économique, sont vraies pour le cas de Madagascar. Quoique, la grande île figure parmi les pays les plus pauvres du monde. Dans ce travail, nous avons essayé d'analyser de façon empirique l'effet de l'exportation sur la croissance économique. Les théories ont montré qu'il existe au moins une relation de significatif entre les variables. Pour cela, les exportations malgaches peuvent affecter la croissance économique, grâce à la mondialisation. Car la grande île est riche en ressources naturelles qu'elles soient agricoles ou minières.

Il est préférable d'annoncer la problématique posé tout au long de cette mémoire : « *Par quels moyens les exportations peuvent-elles induire une croissance économique ?* », nous avons analysé le rôle de l'exportation sur la croissance économique à Madagascar qui nous amène à vérifier les trois hypothèses suivantes :

- Hypothèse 1 : par la diversification des produits exportés, cette hypothèse est vérifiée, puisque plus les produits sont diversifiés plus la part des ces produits sur le PIB est élevé.
- Hypothèse 2 : par l'augmentation la quantité exportée, cette hypothèse est partiellement vérifiée du fait que pour un pays en développement augmenter ses exportations mène à une croissance appauvrissante.
- Hypothèse 3 : par l'exportation des produits qui vont rapporter beaucoup de devises à l'Etat, cette hypothèse est partiellement vérifiée vue que Madagascar exporte moins de produits manufacturés.

Nous savons maintenant qu'aujourd'hui que la mondialisation est incontournable pour tout les pays. Alors, quelles stratégies faudrait-il adopté pour promouvoir les exportations tout en évitant une croissance appauvrissante ?

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ECONOMIQUES :

- BERTRAND Nezeys, (1985) « Commerce international croissance *et* développement », Economica , 2nd Edition, Paris,
- MUCCHIELLI Jean-Louis, (1987) « Principes d'économie internationale », Ed. Economica,
- RAINELLI Michel, (1997) « La nouvelle théorie du commerce international », Collection Repère, éd La Découverte, Paris,
- RAINELLI Michel, (2003) « Le Commerce International », 9ème édition, La Découverte, Paris, 120p. RICARDO David, « Principes de l'économie politique et de l'impôt », 3ème éd, 1821, traduction Calmann-Levy, Paris,
- SMITH Adam, (2002) « La recherche sur la nature et des causes de la richesse des nations, éd.Chicoutimi, Québec, tome 1,

RAPPORTS :

- CREAM, « Exportations, croissance économique et intégration régionale », à Madagascar, cahier recherche en analyse économique N°16
- CREAM, « Exportations, croissance économique et intégration régionale », cahier de recherche en analyse économique N°17
- Ministère de l'Economie et de la planification, « Rapport économique et financier 2014-2015 »
- Ministère de l'Economie et de la planification « Rapport de mise en œuvre des Programmes », Année 2015
- INSTAT, « Rapport de la situation économique au 1^{er} janvier 2010 »

MEMOIRES :

- BAORINEVA L., (2010), « *Commerce international et développement d'un pays cas de Madagascar* » Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.
- ELIE, (2017) « *l'analyse de la libéralisation des échanges sur économie de Madagascar* » Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.

- MAROVELO CELESTE G.J., (2006) « *les enjeux de la libéralisation des échanges à Madagascar* Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.
- RAKOTODRAZAFY T. A., (2015) « *Le commerce international face aux pays sous-développés cas de Madagascar* ». Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.
- RANAIVO-JAOFERA A., (2007) « *Madagascar et son insertion dans le commerce mondial* ». Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.
- RANDRIANARISOA T. (2017) « *Commerce international* Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.
- RAVELOSON A. R., (2010) *la promotion des exportations : un facteur déterminant pour la croissance économique cas de Madagascar* Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.
- RAZAFIMANITRA F., (2015) « *Rôle des exportations sur la croissance : cas Madagascar* Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.
- RAZAFINDRAFITO T.A., (2007) « *Promotion des exportations dans les pays en développement : cas Madagascar* Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.
- RAZAFINDRAHAINGO N. C., (2010) « *la promotion des exportations comme moteur de la croissance économique : un défi audacieux pour Madagascar* ». Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.
- ROLLAND J., (2010) « *L'impact des exportations sur la croissance économique : cas de Madagascar* » Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.
- SABOTSY J. R., (2010), *La promotion des exportations de Madagascar dans la zone de la SADC* ». Université d'Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie.

WEBGRAPHIE:

- www.banquecentrale.mg visité le 15janvier2018
- www.banquemondiale.org visité le 30 novembre 2017

- www.instat.mg visité le 23decembre 2017
- www.serasera.org visité le 24 janvier 2018
- www.tribune-madagascar.com visité le 05 janvier 2018

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des marchés importateurs pour les produits exportés par Madagascar

Unité : milliers Dollars Américain

Importateurs	Valeur exportée en 2012	Valeur exportée en 2013	Valeur exportée en 2014	Valeur exportée en 2015	Valeur exportée en 2016
Monde	1 224 514	1 626 889	2 243 190	2 164 461	2 256 405
France	356 917	413 599	526 243	436 955	537 657
Etats-Unis d'Amérique	54 385	126 960	186 984	234 522	292 364
Allemagne	76 457	91 135	99 364	126 021	189 599
Chine	102 560	114 942	100 455	142 975	144 093
Japon	6 131	74 269	144 089	114 421	115 056
Pays-Bas	27 485	97 531	146 569	145 980	98 374
Corée, République de	17 176	72 862	139 228	113 747	96 157
Inde	67 118	39 612	68 221	118 549	84 656
Afrique du Sud	40 022	73 096	97 525	87 113	78 880
Singapour	49 528	26 653	22 372	31 250	70 740
Zones non définies ailleurs	60 543	58 119	86 450	73 672	57 646
Espagne	31 266	31 875	47 185	53 882	54 374
Maurice	17 257	23 555	31 760	29 739	52 231
Royaume-Uni	23 163	30 653	48 602	43 654	39 184
Canada	69 514	73 785	67 113	50 763	37 318
Viet Nam	15 759	12 910	18 848	26 331	35 815

Source : Ministère du commerce et de la consommation

Annexe 2 : Exportation en valeur de Madagascar pendant les cinq dernières années

Unité : milliers Dollars Américain

Libellé produit	Valeur exportée en 2012	Valeur exportée en 2013	Valeur exportée en 2014	Valeur exportée en 2015	Valeur exportée en 2016
Tous produits confondus	1 224 514	1 626 889	2 243 190	2 164 461	2 256 405
Vanille	10 189	40 686	118 249	208 470	408 349
Nickel sous forme brute	59 359	321 304	601 277	550 620	400 451
Girofles [antofles, clous et griffes]	167 744	87 210	114 162	161 609	149 870
Chandails, pull-overs, cardigans, gilets et articles simil., y.c. les sous-pulls, en bonneterie . . .	116 379	125 873	139 597	142 063	144 638
Crustacés, même décortiqués, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure, . . .	65 551	78 718	98 634	66 119	94 898
Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt et ouvrages . . .	10 165	46 847	87 505	95 224	78 895
Costumes ou complets, ensembles, vestons, pantalons, y.c. knickers et pantalons simil., salopettes . . .	32 611	51 432	65 563	58 256	66 769
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes); préparations n.d.a. . . .	80 955	70 645	83 719	63 782	54 983
Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes et articles . . .	38 171	49 655	66 038	38 547	45 761
Minerais de titane et leurs concentrés	72 171	68 511	60 703	32 352	40 287
T-shirts et maillots de corps, en bonneterie	11 898	26 900	41 159	31 959	37 638
Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés	22 419	26 102	37 945	39 711	37 293
Costumes tailleurs, ensembles, vestes, robes, jupes, jupes-culottes, pantalons, y.c. knickers . . .	22 472	21 769	29 273	32 494	37 105

Source : Ministère du Commerce et de la consommation

Annexe 3 : liste des produits exportés (en quantité) par Madagascar

Libellé produit	2012		2013		2014		2015		2016	
	Quantité exportée	Unité								
Tous produits confondus		Pas de quantité								
Minerais de titane et leurs concentrés	538 595	Tonnes	480 464	Tonnes	310 986	Tonnes	177 305	Tonnes	222 227	Tonnes
Engrais minéraux ou chimiques azotés (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou ...	7 981	Tonnes	58 894	Tonnes	93 710	Tonnes	141 245	Tonnes	129 641	Tonnes
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes); préparations n.d.a. ...	61 906	Tonnes	52 418	Tonnes	65 787	Tonnes	65 746	Tonnes	99 380	Tonnes
Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés	31 218	Tonnes	34 255	Tonnes	45 860	Tonnes	65 497	Tonnes	83 251	Tonnes
Minerais de chrome et leurs concentrés	111 500	Tonnes	88 000	Tonnes	97 250	Tonnes	197 750	Tonnes	79 345	Tonnes
Nickel sous forme brute	3 428	Tonnes	22 065	Tonnes	36 226	Tonnes	47 296	Tonnes	42 375	Tonnes
Minerais de métaux précieux et leurs concentrés									34 000	Tonnes
Minerais d'uranium ou de thorium et leurs concentrés									27 780	Tonnes

Source : Ministère du Commerce et de la Consommation

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	iii
LISTE DES FIGURES.....	iv
LISTE DES ABREVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	v
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : SOUBASSEMENTS THEORIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	
CHAPITRE I : DEFINITIONS ET NOTIONS DE BASES	4
SECTION I : LE COMMERCE INTERNATIONAL.....	4
I.1- Définition	4
I.2- Différents types de commerce international.....	4
I.3-Conception chrétienne sur le commerce	5
I.4- Conception malagasy du commerce :.....	5
SECTION II : LA CROISSANCE ECONOMIQUE	6
II.1-Définitions.....	6
II.2-Mesure de la croissance	7
II.3-Déterminants de la croissance.....	7
CHAPITRE II : REVUE DE LA LITTERATURE	8
CHAPITRE III : FONDEMENTS THEORIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	13
SECTION I : FONDEMENTS THEORIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL...	13
I.1-Théories traditionnelles du commerce international	13
I.1.1- Théorie de l'avantage absolu d'Adam Smith	13
I.1.2- Théorie des avantages comparatifs de David Ricardo.....	15
I.1.3- Théorie de HOS	17
I.2-Nouvelles théories du commerce international	19
I.2.1- Les extensions de la vision traditionnelle du commerce international	19
I.2.1.1- Le cycle de vie d'un produit de Vernon	19
I.2.1.2-La demande représentative de Linder.....	20
I.2.2- Nouvelles théories du commerce international	21
I.2.2.1-Les fondements de la nouvelle théorie	21

I.2.2.2-Les rendements d'échelle croissants.....	22
I.2.2.2.1- Les économies d'échelle internes	22
I.2.2.2.2- Les économies d'échelle externes	23
I.2.2.3- La différenciation des produits	24
I.2.2.4-Théorie de l'échange inégal.....	26
SECTION I : FONDEMENTS THEORIQUES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	28
II.1-Théories traditionnelles de la croissance	28
II.1.1- Le modèle d'Harrod-Domar	28
II.1.2- L'approche de Solow	30
II.2- Nouvelles théories de la croissance : la croissance endogène	31
II.2.1- Notion de la croissance endogène	32
II.2.2-Les facteurs déterminants de la croissance endogène	32
II.2.2.1- le capital physique	32
II.2.2.2- La technologie (le capital technique)	33
II.2.2.3- Le capital humain	33
II.2.2.4- Le capital public	34
II.2.3-Justification de la légitimité de l'intervention de l'Etat	34
PARTIE II : ANALYSES EMPIRIQUES	
CHAPITRE I : RESULTATS DES RECHERCHES	38
SECTION I : BREVE HISTORIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA	
CROISSANCE ECONOMIQUE MALAGASY	38
I.1-Généralité de l'évolution du commerce extérieur de Madagascar	38
I.2-Généralité sur la croissance économique à Madagascar	40
SECTION II : SITUATION ECONOMIQUE MALAGASY	41
II.1-Structure de l'économie malagasy	41
II.2-Importance de l'agriculture dans l'économie malagasy	42
II.3-Croissance économique.....	43
II.4-Structure de l'exportation malagasy	45
II.4.1- l'évolution des exportations à Madagascar	46
I.4.2-Principaux problèmes des exportations malagasy	47
I.4.2.1-La vulnérabilité aux chocs externes.....	47
I.4.2.2-L'instabilité politique et décision d'investissement	48
I.4.2.3-Le manque d'infrastructures	48

I.4.2.4-Les contraintes quant aux financements et à l'accès au financement bancaire	48
II.5-Balance commerciale	49
CHAPITRE II : DISCUSSIONS	51
SECTION I : PAR RAPPORT AUX THEORIES	51
I.1-Impacts du libre échange à Madagascar	51
I.2-Faible intervention de l'Etat	52
I.3- Le progrès technique sur le secteur agricole	52
SECTION II : PAR RAPPORT AUX REVUES DE LA LITTERATURE.....	53
CHAPITRE III : LIMITES ET RECOMMANDATIONS.....	56
CONCLUSION	57
BIBLIOGRAPHIE	vi
ANNEXES	ix
TABLE DES MATIERES	xii

Auteur : RASOANAIVO Felana Mirantsoa

Titre : Rôle de l'exportation sur la croissance économique : cas de Madagascar

Nombre de page : 57

Tableaux : 7

Figures : 8

Annexes : 3

Contacts : miytsoa@gmail.com

Adresse de l'auteur : CU Ankatso II Bloc 40 Porte 2

Résumé

Depuis la mise en œuvre du libre-échange à Madagascar, sa balance commerciale connaît un déficit chronique, la grande île importe beaucoup plus de ce qu'elle n'exporte. La croissance économique étant toujours faible. Par quels moyens les exportations malagasy peuvent-elles induire une croissance économique ? Trois hypothèses nous amène à répondre à cette question tels que la diversification des produits exportés ; l'augmentation de la quantité exportée ainsi que par l'exportation des produits qui vont rapporter plus de devises aux recettes de l'Etat. D'après notre étude, on a pu constater que la meilleure façon de parvenir à avoir une croissance économique par le biais de l'exportation c'est la diversification des produits.

Mots clés : commerce international, économie d'échelle, exportation, croissance économique, croissance endogène, déficit, balance commerciale

Encadreur : RAZAFINDRAKOTO Jean Lucien